



PANORAMA DE PRESSE

25/02/2019 07h55

CGT

SOMMAIRE

SYNDICALISME

(1 article)

L'Humanité

lundi 25 février 2019

HUMA - soutiens (1274 mots)

ils étaient là pour dire haut et fort leur soutien Monique Pinçon-Charlot, sociologue « Fac...

Page 6

ACTUALITE SOCIALE

(13 articles)

L'Humanité

lundi 25 février 2019

Le Medef tenté par une sortie du paritarisme (595 mots)

Échaudé par les propos du président, le patronat vante son bilan de gestion paritaire et songe à la politique de la chaise ...

Page 10

Libération

samedi 23 février 2019

Syndicats et patrons contre Macron (412 mots)

Les partenaires sociaux, ça commence à bien faire ? En tout cas, l'échec des négociations patronat-syndicats sur une (nouve...

Page 11

Le Monde

dimanche 24 février
2019

**Syndicats et patronat unis contre les propos d'Emmanuel
Macron** (1235 mots)

Emmanuel Macron n'a eu besoin que de quelques mots teintés d'acide pour ressouder des organisations patronales et syndicale...

Page 12

Le Monde

samedi 23 février 2019

" L'Etat a pris le contrôle de l'assurance-chômage " (1300 mots)

Pour le patron du Medef, Geoffroy Roux de Bézieux, les partenaires sociaux n'ont plus la main pour gérer l'indemnisation de...

Page 14

Le Monde

samedi 23 février 2019

Le paritarisme en péril (638 mots)

Un coup mortel vient d'être porté au paritarisme. Ce système garantit aux partenaires sociaux – organisations syndicales et...

Page 16

Le Monde

samedi 23 février 2019

**Jeunes, chômeurs et indépendants sont les plus exposés au
travail dissimulé** (850 mots)

Combien y a-t-il de travailleurs au noir dans notre pays et qui sont-ils ? Le Conseil d'orientation pour l'emploi (CCE) lève...

Page 17

LesEchos

lundi 25 février 2019

Manutention : le finlandais Konecranes ferme une usine

(408 mots)

Page 19

La fermeture se profile pour le site de Konecranes à Vernouillet, près de Dreux. Ce groupe finlandais, spécialiste du matériel de l...

LesEchos

lundi 25 février 2019

L'équation insolvable des salaires français (1062 mots)

Page 20

La crise des « gilets jaunes » pose crûment la question du pouvoir d'achat, et donc, en arrière-plan, celle des salaires en France....

Le Journal du Dimanche

dimanche 24 février au
samedi 2 mars 2019

« On ne sort pas d'une révolte fiscale en augmentant les impôts » (1014 mots)

Page 22

Après l'échec des négociations sur l'assurance chômage mercredi, Emmanuel Macron a en substance reproché aux corps intermédiaires de réclamer le dialogue...

Le Journal du Dimanche

dimanche 24 février au
samedi 2 mars 2019

« Il faut redonner à chacun le sens de l'impôt » (2105 mots)

Page 24

FISCALITÉ La ministre propose que les 53 % de Français qui ne paient pas l'impôt sur le revenu y soient assujettis à la hauteur de leurs moyens, « même d...

Le Parisien

samedi 23 février 2019

La gueule de bois des GM&S (378 mots)

Page 27

Au printemps 2017, cette usine de 277 salariés, menacée de liquidation, avait agité les premiers pas d'Emmanuel Macron à la tête de ...

Le Parisien

lundi 25 février 2019

Agences Pôle emploi sous tension (509 mots)

Page 28

Par Solenne Duroxet Bérangère Lepetit Des ordinateurs endommagés, des téléphones inutilisables... et p...

Le Parisien

lundi 25 février 2019

A Emile-Roux, « on ne sait pas ce qu'on va devenir » (401 mots)

Page 29

Limeil-Brévannes Par Lise Boulesteix Dans les couloirs de l'unité de soins de longue durée (USLD) de l'h...

RÉFORME DES RETRAITES

(1 article)

LesEchos

lundi 25 février 2019

Retraites : la dernière séquence de concertation s'ouvre

(687 mots)

Page 31

Jean-Paul Delevoye, haut-commissaire à l...

PROTECTION SOCIALE

(1 article)

LE FIGARO

samedi 23 février 2019

La question d'une réforme des allocations familiales de nouveau sur la table (1217 mots)

SANTÉ Alors que tous les ministres se prêtent à l'exercice du grand débat national un peu partout en France, Christe...

Page 33

MOUVEMENTS SOCIAUX

(4 articles)

l'Humanité

lundi 25 février 2019

Le regain en jaune, des rues jusqu'au château (701 mots)

L'acte XV des gilets jaunes n'aura pas été celui de la démotivation. Plus nombreux que le samedi précédent, ils ont voulu d...

Page 36

l'Humanité

lundi 25 février 2019

Le mouvement social invité de la Fête de l'Humanité Rhône

(476 mots)

Ce rendez-vous annuel a fait la part belle aux échanges et débats entre syndicalistes et gilets jaunes, samedi. ...

Page 38

l'Humanité

lundi 25 février 2019

Aux Arcs et à Sainte-Foy, la colère des saisonniers (691 mots)

En Savoie, les salariés des stations de ski se heurtent à la rapacité des compagnies gérantes des remontées mécaniques et s...

Page 39

Libération

lundi 25 février 2019

Dix jours sur la route des grands débats (5337 mots)

Les gilets jaunes, en trois mois de battage, ont déposé un miroir géant au milieu du pays : la France se regarde à poil, so...

Page 41

EUROPE ET INTERNATIONAL

(1 article)

LA MATINALE DU MONDE

lundi 25 février 2019

Les ravages insoupçonnés des inégalités de richesse (768 mots)

Les inégalités sont mauvaises pour la santé. A première vue, le constat posé par les épidémiologistes britanniques Richard Wilkinso...

Page 49

SYNDICALISME



CUISINE

HUMA - soutiens

Ils étaient là pour dire haut et fort leur soutien

Monique Pinçon-Charlot, sociologue

« Face à une oligarchie de milliardaires qui possèdent plus que de 90 % des médias dominants et qui contrôlent l'idéologie, nous ne pouvons pas dissocier le combat pour *l'Humanité* de tous les autres combats que les riches mènent contre les pauvres, classe contre classe. »

Éliane Assassi, présidente du groupe CRCE au Sénat

« *L'Humanité* ne transige pas, elle donne des points de vue. Journal d'opinion, bienveillant, de confrontation, engagé et engageant, il est utile pour protéger les valeurs de notre République, bien trop souvent malmenées. »

Pierre Audin, fils de Maurice Audin

« Deux photos de mon père, faites par ma mère, sont célèbres. Sur l'une, il est en train de lire *l'Huma*, dont le titre est très reconnaissable : "Paix en Algérie" (...) Le journal a accompagné notre lutte, après l'assassinat de mon père, pendant soixante et un ans. »

Nicolas Devers-Dreyfus, président de la Société des lecteurs de *l'Humanité*

« Des milliers de lectrices et lecteurs tissent dans tout le pays un exceptionnel réseau de protection et de promotion de leur journal. Plus d'un million d'euros ont été réunis en

quelques semaines. Les abonnements réalisés montrent que la mobilisation s'amplifie. »

Bernard Thibault, ancien secrétaire général de la CGT

« S'il fallait retenir une seule raison, et il y en a mille, pour laquelle il faut se battre pour la survie du journal, c'est qu'il n'y a que dans ce quotidien que le terme de progrès social est encore utilisé régulièrement. »

Kamel Guemari, délégué syndical McDonald's

« Quand j'ai commencé cette lutte avec les salariés du McDonald's de Marseille, je croyais que j'étais seul. Grâce à ce journal, j'ai découvert que d'autres personnes menaient les mêmes luttes, j'ai pu prendre contact et construire avec elles. »

Fabien Roussel, secrétaire national du PCF

« Tous les jours, je lis deux quotidiens nationaux indispensables à la réflexion : *l'Humanité* et *le Figaro*. Deux journaux de classe, deux visions du monde. (...) Mais comment seraient la France, nos débats politiques, sans *l'Humanité* ? Nous exigeons qu'il ne disparaisse pas, nous nous battons tous ensemble pour qu'il gagne des lecteurs et de l'audience, car c'est utile à la lutte que nous devons mener pour transformer cette société. *L'Humanité* doit vivre, *l'Humanité* vivra ! »

Olivier Besancenot, porte-parole du NPA

« Quand j'ai appris la possible disparition de *l'Humanité*, j'ai de suite été révolté. On ne peut pas imaginer une seconde qu'une telle disparition puisse s'organiser à bas bruit. Tout le monde est concerné ! C'est la liberté de la presse, la liberté d'information qui est remise en cause. »

Sandra Regol, porte-parole d'EELV

« On partage l'essentiel : des valeurs d'humanité, d'émancipation. Et on a au cœur de notre conscience l'idée que ceux qui oppriment la nature, les humains et tout particulièrement les plus défavorisés, sont les mêmes. »

Dominique Sopo, président de SOS Racisme

« *L'Humanité* nous rappelle que les combats contre les discriminations se mènent toujours dans la durée. Si ce n'est *l'Huma*, qui parlera, qui donnera la voix avec intelligence à ces luttes qui sont souvent méprisées comme étant le combat de ceux qui ne valent plus rien ? »

Mathilde Larrère, historienne

« Il y a peu, je cherchais à faire une histoire du groupe Manouchian, une histoire de Jules Durand, une histoire du 17 octobre 1961. Où est-ce que je trouve des articles historiques là-dessus ? Dans *l'Huma* ! Je défends une histoire populaire. Celle des sans-grade, des sans-voix, des sans-culottes, des gilets jaunes. Cette histoire, elle n'est pas dans les manuels scolaires, elle n'est pas dans les médias principaux : elle est dans *l'Huma*. C'est l'histoire de ceux que l'on

prend pour des vaincus et qui sont souvent des vainqueurs. »

Patrice Bessac, maire PCF de Montreuil

« Je pense aux journalistes de *l'Humanité*, à celles et ceux qui se battent dans un conteste épouvantable pour les médias, où la pensée critique est sans cesse remise en cause par la pensée du clash. »

Clémentine Autain, députée FI

« Les fascistes se sont beaucoup battus contre *l'Huma*, ils n'ont pas eu sa peau. Il est hors de question que le néolibéralisme, le monde de l'argent et la loi du profit aient aujourd'hui la peau de *l'Humanité* ! »

Benoît Hamon, fondateur de Génération.s

« Les plus pauvres parmi les plus pauvres, les plus persécutés parmi les persécutés, les migrants qui meurent en Méditerranée, si on voit leur corps, leur colère, leur parole, c'est souvent d'abord et seulement dans *l'Huma*. (...) Dans *l'Humanité*, on regarde dans les yeux la détresse là où elle est. »

Laurence DeCock, historienne

« Je veux rendre hommage à *l'Huma* pour avoir alerté et relayé la parole des élèves du lycée Arago arrêtés l'an dernier. »

Cédric Villani, mathématicien et député LaREM

« Perdre *l'Humanité*, ça serait perdre un élément indispensable de la biodiversité des idées qui font la nation. »

Aurélien Trounev, membre d'Attac

« *L'Humanité* fait le lien entre les grévistes pour le climat et les gilets

jaunes qui montrent que la fin du monde et la fin du mois sont un même combat. Comme agroéconomiste, je suis heureuse de pouvoir y lire une critique acerbe de l'agriculture productiviste et des dégâts du néolibéralisme. »

Vikash Dhorasoo, ancien footballeur international

« C'est une évidence de soutenir *l'Humanité*, qui représente mes opinions politiques. J'espère qu'il existera encore longtemps, je serai là pour aider et soutenir. »

Anne Eydoux, des **Économistes atterrés**

« En tant qu'économistes atterrés, ce journal porte notre voix. »

Jean-Jacques Aillagon, ancien ministre de la Culture

« J'ai été ministre de Chirac, alors pourquoi soutenir *l'Humanité*? Parce que c'est un bon journal, que je lis quotidiennement. (...) J'appelle l'État, le ministère de la Culture, à mobiliser toutes ses possibilités, toutes ses réserves de crédit disponibles pour assurer la pérennité de la presse en France. »

Erik Orsenna, écrivain et académicien

« Puisque la CGT était là, il fallait que l'Académie française soit là aussi ! (...) Qu'est-ce que ça veut dire, humanité ? Ça veut dire à la fois le genre humain et la bienveillance, qui sont en train de disparaître. (...) Abonnez-vous à *l'Humanité*, c'est bon pour votre humanité ! »

Anousone Um, délégué syndical chez Free

« Lorsque la direction de Free et tous les acolytes de M. Niel ont souhaité

vendre mon entreprise, *l'Humanité* était là pour couvrir l'événement. C'est lui qui a permis de lever l'omerta. »

Hervé LeTreut, climatologue, académicien des sciences

« *L'Humanité* a relayé ces sujets sur le climat avec une grande objectivité, une grande précision, un grand respect de la complexité des problèmes posés, et puis aussi un grand engagement, et je pense que ça va avec. »

Yvan LeBolloc'h, artiste

« Si Jaurès a su sortir le journal *l'Humanité* l'ornière, nous le ferons aussi ! Je suis abonné depuis hier, une bonne nouvelle ! À très bientôt ! »

Philippe Martinez, secrétaire général de la CGT

« *L'Humanité*, c'est la lecture importante de tous les jours pour bon nombre de militants CGT, tant pour les arguments que pour l'écho des luttes et la reconnaissance du mouvement social. (...) Être un journal à contre-courant des idées dominantes, c'est un label de qualité. »

Élisabeth Roudinesco, historienne, psychanalyste

« Je voudrais saluer ses formidables pages culturelles qui ont défendu magnifiquement et sans sectarisme la psychanalyse contre toutes les attaques immondes de ces dernières années. »

« Enfants de l'invincible espoir

Nous continuons sans faiblesse

Du petit matin au grand soir

Ils ne tueront jamais Jaurès »

HKChanteur ■



ATTUALITÀ SOCIALE



Le Medef tenté par une sortie du paritarisme

Échaudé par les propos du président, le patronat vante son bilan de gestion paritaire et songe à la politique de la chaise vide.

Après le fiasco de la négociation sur l'assurance-chômage, les reproches n'ont pas tardé à pleuvoir sur les syndicats et le patronat. Vendredi, le président de la République n'y est pas allé de mainmorte. « On est dans un drôle de système ! a-t-il lancé. Chaque jour dans le pays, on dit "corps intermédiaires, démocratie territoriale, démocratie sociale, laissez-nous faire". Et quand on donne la main, on dit "mon bon monsieur, c'est dur, reprenez-la". Et le gouvernement va devoir la reprendre, car on ne peut pas avoir un déficit cumulé sur le chômage comme on a depuis tant d'années. » Une repartie qui a fait monter au créneau les organisations comme la CGT, la CFDT et FO.

Le Medef a également protesté, dans les colonnes du Journal du Dimanche, contre cette critique « injuste », selon Geoffroy Roux de Bézieux, son président. Il a prévenu que « sans remise en question forte » du système paritaire actuel, l'organisation pourrait tout simplement quitter l'Unédic, organisme gestionnaire de l'assurance-chômage. « Ce monde ne bouge pas à la même vitesse que le monde de l'entreprise. Au Medef, nous allons réexaminer notre présence dans tous les organismes paritaires », a-t-il précisé. Depuis octobre 2018, le régime est financé par les cotisations patronales et la CSG, qui a

remplacé les cotisations salariales, actant une ingérence plus forte de l'État. Si les employeurs haussent le ton et réclament d'avoir voix au chapitre, c'est aussi parce qu'ils craignent de voir augmenter leur contribution.

Cette posture patronale est encore renforcée par le spectre du bonus-malus. Cette modulation des cotisations en fonction du niveau de contrats précaires dans l'entreprise, rejetée en bloc par le Medef lors de cette négociation, pourrait revenir sur la table avec la reprise en main du dossier par le gouvernement. Dans ce contexte, le patronat se sent libre d'évoquer une possible sortie d'un paritarisme mis sous tutelle. Mais aussi d'exprimer sa vision toute particulière du dialogue social.

« Agirc-Arrco : 70 milliards d'euros de réserves »

En parallèle, il met ainsi en avant son bilan à la tête de l'Agirc-Arrco. « Le régime de retraite complémentaire, que nous gérons, fonctionne très bien. Il y a trois ans, il était en mode survie. Aujourd'hui, l'Agirc-Arrco affiche 70 milliards d'euros de réserves », a souligné le patron des patrons. Mais à quel prix ? Sur le papier,

la fusion entre les deux caisses, effective au 1er janvier 2019, fait chuter les droits de nombreux pensionnés via la baisse de rendement de la cotisation Agirc, la suppression de la garantie minimale de points (GMP) ou encore l'instauration d'un abattement visant les aînés de 62 à 67 ans (obligeant les personnes à travailler un an au-delà de l'âge du taux plein sous peine de voir leur retraite amputée de 10 % pendant trois ans).

Cette solution avait été privilégiée par le Medef pour tenter de réduire le déficit alors que certains syndicats comme la CGT exigeaient une hausse des cotisations patronales... Pendant que le patronat rêve d'un paritarisme taillé sur mesure, le gouvernement, qui avait fixé le montant des économies à réaliser pour l'assurance-chômage à 3,9 milliards d'euros sur trois ans, avance ses pions. Il devrait préciser en ce début de semaine son calendrier et sa méthode. Si le dialogue social a pris un sérieux plomb dans l'aile avec l'échec de la négociation, les chômeurs et précaires devront, eux, probablement attendre l'après-élections européennes pour mesurer l'ampleur des dégâts sur leurs droits. ■

par Cécile Rousseau





EXPRESSO

Syndicats et patrons contre Macron

Les partenaires sociaux, ça commence à bien faire ? En tout cas, l'échec des négociations patron-syndicats sur une (nouvelle) réforme de l'assurance chômage a bien agacé Emmanuel Macron. «*On est dans un drôle de système ! Chaque jour dans le pays, on dit "corps intermédiaires, démocratie territoriale, démocratie sociale, laissez-nous faire". Et quand on donne la main, on dit "mon bon monsieur, c'est dur, reprenez-la"*», a lancé le chef de l'Etat jeudi devant les présidents de départements réunis à l'Elysée, avant d'enchaîner en donnant le beau rôle à l'exécutif. «*Et le gouvernement va devoir la reprendre car on ne peut pas avoir un déficit cumulé sur le chômage comme on a depuis tant d'années.*» De quoi faire bondir les grandes centrales.

Pour leurs responsables, le cadre de départ, imposé, et les déclarations du Président et du Premier ministre pendant les périodes de négociations

prouvent que l'exécutif ne voulait absolument pas d'un accord. Et qu'il souhaite en réalité appliquer ses mesures pour, d'un côté, durcir les conditions d'indemnisations et réaliser 3 à 3,9 milliards d'euros d'économies sur trois ans et, de l'autre, instaurer un bonus-malus sur les contrats courts pour réduire leur utilisation par les chefs d'entreprise.

«*Non, Monsieur le président de la République, on ne vient pas d'avoir "une vraie négociation sociale", a dénoncé le nouveau patron de Force ouvrière, Yves Veyrier, dans un communiqué. La lettre de cadrage que votre gouvernement a imposée d'une part, et certaines de vos interventions publiques durant le déroulement de la négociation d'autre part, ne nous ont "pas donné la main" mais allaient à l'encontre [du] principe*» fondamental de l'Organisation internationale du travail (OIT) prévoyant des négociations collectives «*libres et volontaires*».

«*De quel "échec" parle-t-on ? s'est interrogée la CGT. De ne pas avoir accepté, pour les syndicats, pour une fois unanimes, de baisser les droits des chômeurs ? Ou bien faut-il interroger la responsabilité d'avoir refusé côté patronal toute mesure contre la précarité ?*» En «*manipulateur*», le Président, poursuit la centrale, «*a exigé une négociation impossible pour faire des économies sur le dos des chômeurs et, au passage, mettre la main sur la gestion de l'assurance chômage*». Et, pour une fois, la CGT est d'accord avec... le Medef. Interviewé par *le Monde* jeudi, avant les déclarations de Macron, son président, Geoffroy Roux de Bézieux, a expliqué qu'«*avec les ingérences de l'Etat, [il était] devenu quasiment impossible de négocier*». Pour lui, «*l'Etat a pris le contrôle de l'assurance chômage*». Si même le patron des patrons le dit... ■

par Lilian Alemagna





FRANCE

Syndicats et patronat unis contre les propos d'Emmanuel Macron

L'échec de la négociation sur l'assurance-chômage crée des tensions

Emmanuel Macron n'a eu besoin que de quelques mots teintés d'acide pour ressouder des organisations patronales et syndicales, qui venaient de s'entre-déchirer sur l'assurance-chômage. Jeudi 21 février, devant les présidents de départements réunis à l'Elysée, le chef de l'Etat a ironisé sur l'échec de la négociation, que les partenaires sociaux avaient acté, la veille, à propos du régime d'indemnisation des demandeurs d'emploi. " *On est dans un drôle de système ! Chaque jour, dans le pays, on dit : "Corps intermédiaires, démocratie territoriale, démocratie sociale, laissez-nous faire", s'est-il exclamé. Et quand on donne la main, on dit : "Mon bon monsieur, c'est dur, reprenez-la." Et le gouvernement va devoir la reprendre, car on ne peut pas avoir un déficit cumulé sur le chômage, comme on a depuis tant d'années.* "

Beaucoup de concessions

Ceux qui étaient visés par ces sarcasmes n'ont pas du tout apprécié. " *Menteur* ", " *manipulateur* ", a riposté la CGT, vendredi dans un communiqué, en ciblant le président de la République. Fait plutôt inhabituel, le Medef a, lui aussi, réagi en des termes virulents, son numéro un, Geoffroy Roux de Bézieux, fustigeant " *la lâcheté - de - l'Etat, - qui - fixe toutes les règles, mais veut faire endosser les décisions par les autres* ". Une allusion à la feuille de route que Matignon a transmise, fin septembre 2018, aux confédérations de salariés et d'employeurs pour cadrer leurs discussions en vue d'une nouvelle convention Unédic - l'association paritaire qui gère l'assurance-chô-

mage.

Ce document fixe des objectifs difficiles à avaler pour les protagonistes : d'un côté, des économies de 3 à 3,9 milliards d'euros en trois ans, dénoncées par les leaders syndicaux au motif qu'elles vont amputer les droits des chômeurs ; de l'autre, la volonté de combattre la prolifération des contrats courts, qui donne des sueurs froides aux organisations d'employeurs car elles craignent une hausse du coût du travail. Sur ce deuxième volet, la lettre de cadrage ne mentionne pas l'idée du bonus-malus - un mécanisme qui majore les cotisations des entreprises dont le personnel tourne beaucoup - mais M. Macron a récemment réaffirmé son intention de mettre en œuvre cette promesse de campagne. Autrement dit, l'exécutif demandait beaucoup de concessions aux deux parties. Beaucoup trop, même, au goût de celles-ci.

" *La démocratie sociale a souvent prouvé son efficacité et sa responsabilité lorsqu'elle n'est pas soumise à des lettres de cadrages impossibles, menant sciemment une négociation dans l'impasse* ", a souligné, jeudi soir, Laurent Berger, le secrétaire général de la CFDT. " *La place qui nous était laissée pour parvenir à un accord était étroite* ", renchérit Alain Griset, le président de l'Union des entreprises de proximité. François Hommeril, le numéro un de la CFE-CGC, est sur la même ligne : " *Si ça a échoué, c'est en très grande partie la faute du gouvernement qui avait dressé un cadre dans*

lequel il était quasi impossible de trouver un compromis. "

Au sujet de la sortie de M. Macron, le responsable de la centrale de l'encadrement s'interroge : " *Soit c'est un propos vraiment cynique qui est volontairement blessant et stigmatisant, ce que je ne crois pas ; soit c'est un propos maladroît et c'est comme "Oui-Oui au pays du paritarisme" qui n'a rien compris au film.* " François Asselin, le chef de la Confédération des petites et moyennes entreprises, se fait plus philosophe : " *Avec Macron, on commence à être habitués, c'est plus fort que lui, il est incorrigible. Pour lui, les corps intermédiaires sont des freins plutôt que des atouts.* "

Au-delà des petites phrases, les tensions qui ont éclaté dès jeudi soir résultent des choix politiques et de la vision que le chef de l'Etat a des partenaires sociaux. Publiées en septembre 2017, les ordonnances réformant le code du travail en sont une illustration : elles encouragent l'élaboration des normes sociales par le biais de négociations au sein des entreprises. C'est une sorte de " *pari, qui encourage le patronat et les syndicats à prendre leurs affaires en main, à cet échelon-là* ", décrypte Pierre Ferracci, président du groupe Alpha et spécialiste de ces thématiques. En revanche, le niveau interprofessionnel, celui où se discute, par exemple, le devenir de l'Unédic, " *n'est nullement valorisé* ", complète M. Ferracci. L'Elysée, d'une certaine manière, le confirme : " *On a besoin de plus de partenaires sociaux, pas de moins.* "

Mais au bon endroit, dans les entreprises. "

" L'Etat pilote le régime "

Autre changement fondamental : le remplacement des cotisations salariales, qui alimentaient le budget de l'assurance-chômage, par de la CSG – laquelle peut être assimilée à de l'impôt. Ce faisant, *" l'Etat entre au capital de l'Unédic "*, comme le disait, il y a un an, un conseiller de l'exécutif, et il resserre son emprise sur le dispositif. *" Le système qui se met en place remet radicalement en cause la place du paritarisme et des partenaires sociaux "*, déplore Yves Veyrier, le secrétaire général de FO.

Sans doute faut-il rappeler que le patronat et les syndicats ne sont pas – et depuis longtemps – les seuls maîtres à bord de l'assurance-chômage. L'ombre tutélaire des pouvoirs publics plane, ne serait-ce que parce

que l'Etat doit donner son agrément à chaque convention que les partenaires sociaux élaborent afin de définir les conditions d'indemnisation des demandeurs d'emploi. *" En ce sens, les négociations, bien que menées dans une logique paritaire, ont toujours relevé d'une forme de tripartisme "*, explique Jean-Pascal Higélé, maître de conférences en sociologie à l'université de Lorraine. Mais *" cette tutelle étatique est sortie de l'ombre "*, enchaîne-t-il, avec l'arrivée au pouvoir de M. Macron. Entre la substitution de la CSG aux cotisations salariales et la lettre de cadrage de Matignon, *" l'Etat pilote ouvertement le régime "*, observe-t-il.

Les partenaires sociaux accepteront-ils le siège de passager dans un camion conduit par le gouvernement ? Difficile de trancher à ce stade. *" On se posera la question de savoir si on*

reste ou non " dans l'hypothèse où l'exécutif décide de *" récupérer la gestion "* du régime, confie M. Berger. *" Nous n'avons pas l'intention de déserrer le terrain, lance Denis Gravouil (CGT). Nous avons des choses à dire sur les droits des chômeurs et nous les dirons jusqu'au bout. "* Philippe Louis, le président de la CFTC, pense, pour sa part, que le fait ne pas être dans la gouvernance de l'Unédic *" serait domageable pour les salariés et pour les entreprises "*.

Raphaëlle Besse Desmoulières, Bertrand Bissuel et Cédric Pietralunga ■

par Raphaëlle Besse Desmoulières, Bertrand Bissuel Et Cédric Pietralunga





GEOFFROY ROUX DE BÉZIEUX, PRÉSIDENT DU MEDEF, ET JULIEN DENORMANDIE, MINISTRE CHARGÉ DE LA VILLE ET DU LOGEMENT, ÉTAIENT LES INVITÉS DU CLUB DE L'ÉCONOMIE DU " MONDE ", JEUDI 21 FÉVRIER

" L'Etat a pris le contrôle de l'assurance-chômage "

Geoffroy Roux de Bézieux, le président du Medef, s'exprime sur la rupture avec les syndicats et le gouvernement autour des contrats courts, sur la fiscalité et les inégalités

Pour le patron du Medef, Geoffroy Roux de Bézieux, les partenaires sociaux n'ont plus la main pour gérer l'indemnisation des chômeurs. Il s'inquiète également du risque que font peser les inégalités sur les démocraties occidentales.

L'Etat et l'assurance-chômage Depuis environ une dizaine d'années, le régime d'assurance-chômage en France n'est plus un régime d'assurance au sens propre du terme.

D'abord, l'Etat a imposé sa garantie. Il a accumulé 35 milliards d'euros de dette et entre 3 milliards et 4 milliards d'euros de déficit par an en se sachant protégé par ce filet de sécurité collective.

Ensuite, il y a dix ans, en 2009, à l'occasion du rapprochement ANPE-Unédic, l'Etat a mis en place un impôt qui prélève 10 % des recettes de l'Unédic pour financer le service public de l'emploi. Puis, le nouveau pouvoir issu de l'élection d'Emmanuel Macron a supprimé la cotisation " salarié ". C'est la CSG qui l'a remplacé.

Enfin, en juillet 2018, nous recevons une demande de négociation assortie d'une lettre de cadrage, qui nous dit là où nous devons aller : il faut réaliser quelque 1 milliard d'économies et lutter contre l'augmentation des contrats courts. Avec les ingérences de l'Etat, c'est devenu quasiment im-

possible de négocier. L'Etat a pris le contrôle de l'assurance-chômage.

Les contrats courts sont indispensables Deux philosophies s'opposent. Du point de vue des syndicats, les contrats extrêmement courts, qui ont augmenté ces dix dernières années, posent un problème aux salariés qui ne peuvent pas se projeter en termes de vie personnelle. Il faut pénaliser les entreprises qui pourraient embaucher en CDI ou en contrat plus long, mais qui ne le font pas. Donc, on taxe. Je signale, au passage, qu'entre 2014 et 2017, les contrats de moins d'un mois étaient frappés d'une taxe de 3 %. Cela n'a eu aucun effet. La mesure a été supprimée d'un commun accord.

Notre philosophie à nous, au Medef est de dire que, partout dans le monde, le comportement des consommateurs tend à rendre la prévisibilité de l'économie beaucoup plus faible. C'est le syndrome " Black Friday ". Les mêmes salariés, qui sont en contrat précaire, veulent commander, en tant que consommateurs, au dernier moment, une énorme quantité de produits. Derrière, l'économie suit. Comment s'adapter à ce changement de paradigme ? Ce n'est pas en punissant les entreprises. C'est en s'occupant des salariés. Nous avons proposé une première série de mesures autour d'une compensation financière de cette précarité.

L'idée que c'est par l'assurance-chômage qu'on changera la nature des contrats de travail et de l'économie est une erreur. Les contrats très courts sont concentrés sur six ou sept secteurs. C'est bien une contrainte économique. Ce n'est pas un choix de tout le patronat. Si on taxait à 10 %, à 15 %, à 20 %, on irait sur d'autres formes de contrat de travail : régime d'autoentrepreneur, de travailleur détaché ou, dans certains métiers, du travail au noir.

Le patronat et Macron Ce gouvernement a fait pas mal de choses pour le pays, pas forcément pour les entreprises. Il a fait beaucoup pour les entrepreneurs, notamment sur la fiscalité du capital. Au niveau du compte d'exploitation de l'entreprise, c'est François Hollande, dans la seconde partie du quinquennat, qui a infléchi la politique fiscale française depuis trente ans, en baissant les charges sur les sociétés avec le pacte de responsabilité. Nous souhaitons que Macron aille de l'avant. Je pense qu'il a vécu sous le quinquennat précédent le fait qu'une forme d'immobilisme conduise à une impasse politique.

L'ISF et la fiscalité La création de l'impôt sur les grandes fortunes, en 1981, a mis quarante ans à faire fuir plusieurs dizaines de milliards d'euros d'actifs taxables en France, à détruire les entreprises de taille intermédiaire familiales et à créer d'énormes dégâts de compétitivité de

l'économie. On confond morale et efficacité. L'objectif de la fiscalité, ce n'est pas de faire payer ceux qui ont plus d'argent pour se faire plaisir. La fiscalité du capital a été massivement baissée par le président Macron, mais pour la mettre dans la moyenne européenne. La fiscalité du capital va rapporter 1 milliard d'euros de plus que ce qu'avait prévu Bercy. Pourquoi ? Parce que, quand vous baissez les taux des impôts, brusquement, l'assiette grandit. C'est le miracle de la fiscalité. Cela, Bercy ne le comprend pas. Il n'y a qu'un fonctionnaire des impôts pour croire que la base fiscale est stable.

Après, il y a la morale et, effectivement, le symbole, qui n'est pas compris. Dans une France qui est très pessimiste, qui est défiante, qui n'a pas un récit de l'avenir positif, certains se disent " on va tous en baver, que les autres souffrent autant que moi ". C'est pour cela qu'on s'en prend aux élus et aux riches. L'explication est plus sociologique que ra-

tionnelle.

Les inégalités Les inégalités de revenus et de patrimoine ont progressé dans toutes les démocraties occidentales, sauf en France. La croissance des trente dernières années a enrichi formidablement les 60 % des gens les plus pauvres dans le monde, notamment dans les pays émergents. Allez expliquer à un Thaïlandais ou à un Kényan aujourd'hui que le capitalisme ne fonctionne pas. Il va vous rire au nez, parce que lui vit beaucoup mieux qu'il y a vingt ans. Ses enfants vivent beaucoup mieux. Eux sont complètement convaincus que l'économie de marché fonctionne.

En revanche, les classes moyennes des démocraties occidentales ont vu leurs revenus stagner. Le 1 % le plus riche de la planète, lui, s'est enrichi. Pourquoi ? Car l'économie de la connaissance, l'économie technologique, crée des opportunités pour une " super classe mondiale " qui peut profiter de ces opportunités au

niveau planétaire. Cela pose le problème d'une forme de sécession entre une super classe de gens qui ont le bagage technologique, culturel, intellectuel pour se mouvoir dans ce monde et la classe moyenne des démocraties, qui, elle, ne l'a pas. Nous devons nous poser la question de cette mondialisation inclusive, car nous avons besoin du consensus démocratique pour développer nos affaires. La croissance des deux cents dernières années s'est accompagnée de l'Etat de droit et de la démocratie. Du jour au lendemain, un Etat ne peut pas spolier une entreprise, changer les règles, nationaliser... Il s'agit de savoir comment éviter cette fracture de la société.

propos recueillis par Philippe Escande et Françoise fressoz ■

propos recueillis par Philippe Escande et Françoise fressoz





Le paritarisme en péril

Un coup mortel vient d'être porté au paritarisme. Ce système garantit aux partenaires sociaux – organisations syndicales et patronales – une autonomie de gestion pour plusieurs branches de la protection sociale, qu'il s'agisse des retraites complémentaires ou de l'assurance-chômage. Cette dernière, l'Unédic, créée en 1958, à une époque où il y avait peu de chômeurs, est soumise à un régime de liberté surveillée. L'Etat doit obligatoirement agréer les conventions négociées par les gestionnaires qui fixent les conditions d'indemnisation des demandeurs d'emploi.

Entamée en novembre 2018, en vue d'élaborer une nouvelle convention qui entrera en vigueur en 2020, la négociation a capoté mercredi 20 février. Il est vrai que, dans sa feuille de route, le gouvernement sommait l'Unédic de s'administrer une véritable potion amère, en réclamant, face à une dette accumulée de plus de 30 milliards d'euros, de 3 milliards à 3,9 milliards d'euros d'économies en trois ans. Cette ordonnance prévoyait d'une part un système de bonus-malus, pénalisant les entreprises qui abusent de contrats courts – une promesse de campagne d'Emmanuel Macron, contre laquelle le patronat est vent debout –, et d'autre part de

faire accepter aux syndicats une réduction des prestations versées aux chômeurs, et notamment une baisse de l'indemnité maximale.

Le 28 janvier, le Medef, la Confédération des petites et moyennes entreprises (CPME) et l'Union des entreprises de proximité (U2P), heurtés par une intervention du chef de l'Etat réaffirmant sa volonté d'instaurer un bonus-malus, avaient déserté la table des négociations, avant d'y revenir sous la pression du premier ministre. Mais l'échec des discussions était au bout du chemin. L'Etat va donc prendre la main et décider par décret des contours de la future convention. C'est une forme de nationalisation de l'Unédic, correspondant au souhait de M. Macron exprimé pendant sa campagne, avant qu'il fasse marche arrière. Michel Beaugas (FO), lui, parle d'"un paritarisme d'Etat".

Une telle intervention étatique n'est pas une première. Le 24 novembre 1982, Pierre Bérégovoy, ministre des affaires sociales, devant l'incapacité des partenaires sociaux à s'entendre, avait pris un décret qui avait accentué les inégalités de traitement entre chômeurs, ce qui avait donné naissance à ce qu'on avait appelé "les nouveaux pauvres". En 2001, le gouvernement de Lionel Jospin avait re-

fusé d'avaliser la convention qui instituait le plan d'aide au retour à l'emploi (PARE), un vrai changement culturel, toujours en vigueur, qui liait le versement d'une allocation à l'engagement du chômeur à rechercher activement un emploi, avant de trouver un compromis avec les gestionnaires.

L'échec de cette négociation, au moment où, avec la crise des "gilets jaunes", le besoin de redonner un rôle-clé aux corps intermédiaires se fait plus que jamais sentir, est une très mauvaise nouvelle. Même si certains syndicalistes ne sont pas mécontents de laisser la puissance publique faire le "sale boulot", en rognant les droits des chômeurs, et en assumer seule l'impopularité, quand le dialogue social tourne court, il n'y a que des perdants. Muriel Pénicaud, la ministre du travail, a désormais la redoutable tâche de se substituer aux syndicats et au patronat pour bâtir une nouvelle convention. Elle a promis une concertation. C'est le minimum qu'elle puisse faire si elle ne veut pas signifier aux partenaires sociaux, que M. Macron a cru bon de critiquer, qu'on peut se passer d'eux. ■





Jeunes, chômeurs et indépendants sont les plus exposés au travail dissimulé

Un rapport du Conseil d'orientation pour l'emploi constate l'enracinement de cette pratique

Combien y a-t-il de travailleurs au noir dans notre pays et qui sont-ils ? Le Conseil d'orientation pour l'emploi (CCE) lève le voile sur cette population mal connue. Dans un rapport sur " Le travail non déclaré ", publié vendredi 22 février, par France Stratégie, le CCE estime à 2,5 millions le nombre de travailleurs illégaux, dissimulés ou partiellement dissimulés, " *quels que soient le nombre d'heures travaillées ou la fréquence* ". Soit autant de personnes privées de droits attachés au statut de salarié ou d'indépendant (Sécurité sociale, retraite, congés, formation, etc.) et autant d'entreprises en position de concurrence déloyale.

Le travail au noir représente entre 2 % et 3 % de la masse salariale versée par les entreprises. Le manque à gagner " *pourrait être de 30 milliards d'euros, sans qu'on n'ait moyen de savoir si c'est sur ou sous-estimé, du fait du manque de contrôle de l'emploi chez les particuliers* ", indique Gilles de Margerie, commissaire général de France Stratégie et président du CCE.

Fondé sur les statistiques nationales, les données fiscales, les contrôles de la Direction générale du travail et une nouvelle enquête qualitative, le rapport du CCE a pour objectif d'améliorer la connaissance du travail non déclaré (intentionnellement ou pas), afin de permettre au gouvernement d'être plus efficace pour réduire son impact sur le marché du travail.

Si les données quantitatives étaient déjà connues, le rapport révèle la di-

versité des profils et des pratiques. Ce sont les plus jeunes qui sont les plus exposés au travail non déclaré, et parfois les plus âgés. Les plus jeunes, car la jeunesse est " *une période de transition* ", en " *recherche d'une voie professionnelle* ", avec " *une volonté d'émancipation et - des - aspirations de court terme* ".

Quant aux plus âgés, ils sont en quête d'un complément de revenus. Dans le secteur de la construction, par exemple, seuls les salariés âgés de plus de 60 ans ont un taux de dissimulation significativement plus élevé, indique le rapport. Et dans les transports (contrôles réalisés en 2015-2016), le fait d'avoir entre 45 et 50 ans a tendance à augmenter la probabilité de pratiquer du travail dissimulé. Les hommes sont légèrement plus représentés que les femmes, avec des variations importantes selon les activités. Les chômeurs, les indépendants et les travailleurs en contrat temporaire sont plus exposés que d'autres actifs à ce type de pratique.

Une typologie qui se retrouve dans l'enquête menée en décembre 2018 par Kantar Public pour le CCE. Une vingtaine de travailleurs y ont exprimé les raisons de leur recours au travail non déclaré. Ils sont soit âgés de moins de 30 ans et sans enfant, soit chargés de famille avec des revenus modestes, soit retraités. Ce mode de travail, banal et répandu, est considéré comme " *nécessaire et naturel face à un monde du travail jugé de plus en plus dur et concurrentiel* ", com-

mente le CCE.

" Cela nous sauve la vie "

La non-déclaration du travail est ancrée dans les habitudes individuelles et collectives. " *Il y a tellement d'heures supplémentaires effectuées dans la restauration que si elles devaient toutes être payées, aucun restaurant ne pourrait être rentable* ", témoigne Sylvain, 27 ans, serveur en intérim à Paris. Les leviers à mobiliser pour réduire le travail au noir diffèrent selon la nature des fraudes et les raisons à l'origine de la non-déclaration, rappelle le rapport. La précarité économique est récurrente dans les causes du travail non déclaré.

Le CCE cite le témoignage de Malika, 28 ans, autøentrepreneuse et coiffeuse : " *Le black, cela nous sauve la vie, c'est une question de manger correctement du 1er au 31* ". Et 80 % des personnes qui pratiquent du travail non déclaré considèrent que la fraude existe dans leur entourage. La transformation du travail, l'essor des plates-formes numériques jouent aussi leur rôle dans le recours au travail au noir.

Sans être conclusif, le rapport constate que " *le poids des impôts indirects et le chômage semblent être les deux facteurs les plus importants pour expliquer la taille de l'économie souterraine* ". Actant que le travail non déclaré est parfois valorisé comme " *un contre-modèle au travail classique* ", le CCE avance quelques recommandations de simplification des démarches de déclarations et de sen-

sibilisation à l'intérêt collectif. Avec le travail au noir, rappelle-t-il, " le principe d'égalité devant l'impôt est re-

mis en cause ".

Anne Rodier ■

par Anne Rodier





Manutention : le finlandais Konecranes ferme une usine

A Vernouillet, près de 120 emplois sont menacés dans l'usine de palans électriques.

La fermeture se profile pour le site de Konecranes à Vernouillet, près de Dreux. Ce groupe finlandais, spécialiste du matériel de levage et de manutention, a annoncé, mi-février, qu'il engageait la procédure en vue d'un plan de sauvegarde de l'emploi. Juste avant, la direction du groupe avait été convoquée au ministère de l'Economie à Bercy par le délégué interministériel aux restructurations, Jean-Pierre Floris, mais cet échange n'a rien donné, pas plus que le déplacement qu'il avait effectué sur place en Eure-et-Loir en décembre dernier.

Le site de Vernouillet, qui emploie près de 120 salariés à la fabrication de palans électriques, est victime des arbitrages de la maison mère, qui a décidé de confier sa nouvelle gamme à une autre usine, située à Wetter, en Allemagne. Une mise en concurrence

interne de pure forme, selon le député LR Olivier Marleix, qui a, lui aussi, rencontré les dirigeants du groupe. « La France, ils ont fait une croix dessus, il s'agit d'une rationalisation purement arithmétique », dit-il.

Pièces détachées

A la suite de cette décision, les salariés espéraient encore pouvoir obtenir le transfert d'autres produits. Mais en janvier, la direction a déclaré n'avoir trouvé aucune solution de remplacement pour faire tourner l'usine. Quant à l'hypothèse d'un repreneur, elle reste ténue. Un cabinet a été missionné pour tenter de trouver un candidat, sans aucune piste pour l'instant. Sans solution, le site devrait sans doute fermer courant 2020, une fois que l'usine allemande aura démarré la production de la nouvelle gamme de palans.

Cette réorganisation de la production fait suite au rachat par Konecranes, en 2017, d'une partie des activités de l'américain Terex et auquel appartenait notamment l'usine allemande (sous l'enseigne Demag). Konecranes conservera à Dreux son entrepôt de pièces détachées, ainsi qu'une antenne commerciale. En France, le groupe finlandais possède deux autres usines, issues comme Demag du portefeuille de Terex, l'une à Châlons-en-Champagne (Marne), où est basée une grosse activité de service, et l'autre à Montceau-les-Mines (Saône-et-Loire), qui fabrique notamment des grues mobiles.

Correspondante à Orléans ■

par Christine Berkovicus





GUILLAUME DE CALIGNON

L'équation insolvable des salaires français

Les hausses de salaires sont peu présentes parmi les revendications des « gilets jaunes », qui semblent avoir intégré que les PME françaises sont trop fragiles pour en accorder. Pour augmenter le pouvoir d'achat, le levier se situe plus du côté des prélèvements obligatoires.

La crise des « gilets jaunes » pose crûment la question du pouvoir d'achat, et donc, en arrière-plan, celle des salaires en France. Evidemment, avec un chômage élevé et des SDF dans les rues, le problème peut difficilement être mis sur la table, d'autant que le pays a connu quelques échecs en matière économique, notamment celui de la relance de 1981, qui avait fait fi de la contrainte extérieure. Pourtant, la révolte des ronds-points pousse à s'interroger sur le niveau des salaires dans le pays.

Pour certains économistes, les salaires réels - c'est-à-dire déflatés de l'inflation - ont augmenté environ 5 % plus vite que la productivité depuis 2008. La différence s'est creusée au plus fort de la crise. Surtout, pendant la première moitié des années 2000, les salaires réels français avaient déjà progressé plus vite que ceux de notre principal partenaire et néanmoins concurrent commercial, l'Allemagne, qui partage la même monnaie que nous. La France a laissé son coût du travail déraiser pendant que la première économie de la zone euro serait le sien. Une absence de coordination qui se paie cash : pertes de part de marché à l'international, balance commerciale qui plonge dans le rouge, chômage de masse. A cette aune, c'est clair : le coût du travail français est trop élevé. Fermez le ban.

C'est aller un peu vite en besogne. Certes, tout n'est pas faux dans ce raisonnement. D'ailleurs, depuis 2013, le crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) est venu redresser la trajectoire du coût du travail français, tout comme, en 1983, le tournant de la rigueur opéré par Jacques Delors avait joué ce rôle pour que le franc reste dans le système monétaire européen. Autre argument en faveur de ce raisonnement, entre 2007 et 2016, le partage de la valeur ajoutée s'est déformé, en faveur des rémunérations des salariés, alors que les profits ont gagné du terrain en Allemagne, aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne au cours de la même période. Mais la France de 2019 n'est pas celle de 1983.

Des contraintes intégrées

Tout se passe comme si les « gilets jaunes » avaient intégré les contraintes économiques actuelles : les bloqueurs des ronds-points n'ont pas exigé d'augmentation de salaires, probablement parce qu'ils ont compris que cela ne ferait que fragiliser leur employeur, souvent une PME, et donc in fine, leur emploi dans cette économie où la concurrence peut venir de Chine ou d'Indonésie.

D'où cette « entente » avec les patrons de PME pour demander une baisse des prélèvements obligatoires. C'est, pour les « gilets jaunes », la

seule façon d'obtenir une hausse de pouvoir d'achat. Ils n'ont pas totalement tort, puisque les prélèvements obligatoires sont plus importants dans l'Hexagone que dans les autres pays développés. Par exemple, les cotisations sociales représentaient 16,7 % du PIB français en 2016, contre 14,1 % en Allemagne ou encore 12,8 % en Italie.

Ensuite, si, en 2017, le salaire médian atteignait 1.797 euros dans le secteur privé et dans les entreprises publiques, tous les salariés ne sont pas logés à la même enseigne. Plus l'entreprise est grosse, plus les salaires le sont aussi, en haut, en bas ou au milieu de l'échelle. Et le rythme d'augmentation des salaires croît aussi avec la taille de l'entreprise. Logique, puisque la marge a aussi tendance à progresser avec la taille des sociétés. En moyenne, une multinationale présente en France dégage plus de profits dans l'Hexagone qu'une PME.

Pas de cagnotte cachée dans les entreprises

Enfin, les salaires augmentent aujourd'hui assez faiblement, notamment en raison de la persistance d'un chômage élevé, proche de 9 %. Ainsi, le salaire mensuel de base a crû de 1,6 % au quatrième trimestre 2018, un rythme inférieur aux années 2011 et 2012 et proche de l'inflation. Mais depuis quelques années, cette hausse est en ligne avec les gains de produc-

tivité, qui sont, eux, beaucoup plus faibles qu'il y a trente ans. Et, à long terme, les salaires doivent évoluer peu ou prou comme les gains de productivité.

Il n'y a donc pas de cagnotte cachée chez la plupart des entreprises, sauf peut-être chez certains grands groupes, qui ont d'ailleurs accepté de payer la prime exceptionnelle défiscalisée. Mais, manque de chance, celle-ci rate sa cible, puisque les « gilets jaunes » sont peu nombreux à

travailler dans ces multinationales. En revanche, la hausse de 100 euros de la prime d'activité pour les Smicards, elle, est plus à même de satisfaire les révoltés des ronds-points, sans peser sur les finances de leur employeur et donc sans risquer de fragiliser leur emploi.

Et, dans cette période de faible hausse des salaires, « ce sont d'abord les évolutions des prélèvements obligatoires depuis 2011 qui expliquent les fluctuations du revenu disponible

des ménages », explique Xavier Ragot, président de l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE). Les impôts, et plus globalement la progressivité des prélèvements, ainsi qu'un meilleur ciblage des prestations sociales, sont donc bien les seuls leviers à court terme dont dispose l'exécutif pour mieux rémunérer le travail. ■

par Guillaume De Calignon

ENCADRÉS DE L'ARTICLE

Les points à retenir

Les salaires réels ont augmenté d'environ 5 % plus vite que la productivité Lien: darex.travail-emploi.gouv.fr/IMG/pdf/1-masson-khder.pdf depuis 2008.

Entre 2007 et 2016, le partage de la valeur ajoutée s'est déformé, en faveur des rémunérations des salariés.

Les cotisations sociales représentaient 16,7 % du PIB français en 2016 Lien: read.oecd-ilibrary.org/taxation/statistiques-des-recettes-publiques-2018_rev_stats-2018-fr#page78, contre 14,1 % en Allemagne ou encore 12,8 % en Italie.





L'ÉVÉNEMENT

GEOFFROY ROUX DE BÉZIEUX, PRÉSIDENT DU MEDEF

« On ne sort pas d'une révolte fiscale en augmentant les impôts »

INTERVIEW

Après l'échec des négociations sur l'assurance chômage mercredi, Emmanuel Macron a en substance reproché aux corps intermédiaires de réclamer le dialogue tout en se défaussant à la première difficulté. Ces propos vous ont-ils choqué ?

Je ne suis évidemment pas d'accord. Depuis dix ans, les pouvoirs publics ont nationalisé l'assurance chômage. Aujourd'hui, dernier clou dans le cercueil du paritarisme, on nous impose de négocier avec une lettre de cadrage ultracadrée. Notre mission était impossible. Ce ne sont pas les acteurs qui sont irresponsables, mais les règles qui les déresponsabilisent. Dire que quand c'est dur, comme l'a pointé Emmanuel Macron, les partenaires sociaux se défaussent sur l'État est injuste. Le régime de retraites complémentaires, que nous gérons, fonctionne très bien. Il y a trois ans, il était en mode survie. Aujourd'hui, l'Agirc-Arrco affiche 70 milliards d'euros de réserves ! Réserves que nous défendons contre la tentation de confiscation de l'État.

Cette négociation n'avait-elle aucune chance d'aboutir ?

Quand les ingérences sont permanentes, oui, c'est dur de trouver des consensus. Dur, également, d'obtenir des économies des syndicats quand le gouvernement ne parle que du bonus-malus. Ce sera aussi dur pour le gouvernement ! S'il réalise moins de 1 milliard d'euros d'économies par an

comme il nous l'a demandé, cette notion de responsabilité se retournera contre lui.

Envisagez-vous de quitter la gestion de l'Unédic ?

Maintenant que c'est l'État qui fixe les règles, le régime ne peut pas continuer à fonctionner ainsi. Mais il s'agit de nos cotisations et de la politique de l'emploi. Je ne veux pas que l'on tombe dans un système où l'on sert de caution comme à l'Assurance maladie. Si tel était le cas, alors oui, nous quitterions l'Unédic ! Cet échec va, je l'espère, pousser les partenaires sociaux à une remise en question forte de leur train-train paritaire. Des postures, des habitudes ont été prises. Ce monde ne bouge pas à la même vitesse que le monde de l'entreprise. Au Medef, nous allons réexaminer notre présence dans tous les organismes paritaires.

Emmanuel Macron ne vous a-t-il pas « coincé » ?

Nous étions dans un faux paritarisme : l'État dictait les règles et faisait semblant de laisser les partenaires sociaux négocier. Il faut sortir de l'ambiguïté. Cette catharsis le permet.

Pourquoi vous êtes-vous arc-bouté sur les contrats courts ?

Ça n'était pas une négociation sur les contrats courts mais sur l'assurance chômage ! Penser qu'en les taxant on

va créer de l'emploi est une erreur. À la place, les entreprises feront malheureusement appel à d'autres formes de travail : autoentrepreneurs, travail au noir...

Nous avons préféré faire des propositions pour accompagner les salariés plutôt que de punir les entreprises.

Craignez-vous une version plus dure du gouvernement ?

Le président de la République a annoncé 7 % de chômage à la fin du quinquennat, mais il n'y arrivera pas sans les entreprises. Or un bonus-malus généralisé ne fera pas baisser le chômage. **Êtes-vous pour une taxation**

Êtes-vous pour une taxation des Gafa ?

Le système fiscal a été pensé pour une économie matérielle. Il n'est plus adapté et crée des asymétries de concurrence. Le taux d'impôt sur les sociétés est de 12,5 % en Irlande contre 33 % en France. La taxe Gafa de Bruno Le Maire a des inconvénients car elle va toucher des sociétés françaises, mais nous la soutenons afin qu'un dispositif plus large soit adopté en Europe. Il faut aussi un taux plancher et plafond d'impôt sur les sociétés en Europe, pour que l'optimisation fiscale diminue.

L'équité fiscale est au cœur des préoccupations...

La révolte des Gilets jaunes est une révolte fiscale. Elle n'est pas complètement absurde dans un pays où le taux de prélèvement atteint 48 %. Tout le monde en paie trop, nous sommes à un stade de saturation qui fait que le consentement à l'impôt a disparu, chacun suspectant son voisin d'y échapper, y compris les entreprises entre elles. À 48 %, le rendement fiscal n'est plus là, les gens ne vont pas faire des heures supplémentaires s'ils sont imposés en plus, ni prendre des risques entrepreneuriaux. La seule réponse possible à cette révolte, c'est de baisser rapidement les impôts.

Lesquels ?

ENCADRÉS DE L'ARTICLE

Il faut continuer à diminuer l'impôt sur les sociétés et s'attaquer aux impôts de production. Baisser aussi l'impôt sur le revenu des classes moyennes. La plus mauvaise réponse, ce serait d'accroître la pression fiscale, y compris sur les plus riches. Rétablir l'ISF ne va pas améliorer le sort des Français. On ne sort pas d'une révolte fiscale en augmentant les impôts.

Faire payer l'impôt sur le revenu par tous, une bonne idée ?

C'est un principe intéressant, mais certains Français n'arrivent déjà pas à joindre les deux bouts ! La question, c'est plutôt celle de l'efficacité du

service public et d'une meilleure transparence au travers d'un nouvel acte de décentralisation. Redéfinir qui paie quoi, pour quelle efficacité. Ce manque de clarté est à l'origine de beaucoup de maux. ■



Geoffroy roux de Bézieux le 10 décembre à Paris. VINCENT ISORE/IP3/MAXPPP

par Emmanuelle Souffi

“ « Rétablir l'ISF ne va pas améliorer le sort des Français »





L'ÉVÉNEMENT

JACQUELINE GOURAULT, MINISTRE DE LA COHÉSION DES TERRITOIRES

« Il faut redonner à chacun le sens de l'impôt »

FISCALITÉ La ministre propose que les 53 % de Français qui ne paient pas l'impôt sur le revenu y soient assujettis à la hauteur de leurs moyens, « même de manière très symbolique ». Une idée explosive

Terminé, le concours Lépine des chambardements fiscaux ? Décidément pas. Après Gérard Darmanin visant les niches fiscales, François de Rugy et Brune Poirson prêts à ressusciter la taxe carbone et les députés de la majorité rêvant toujours de l'ISF, les propositions de Jacqueline Gourault ne vont pas manquer de relancer un débat que l'on croyait clos. Faire payer l'impôt sur le revenu à tous les Français, « y compris les plus modestes », c'est l'idée que lance dans le JDD la ministre de la Cohésion des territoires pour « recréer le lien entre citoyen et impôt ».

Dans le débat en cours sur la « justice fiscale », la suggestion est à la fois logique et dérangeante. Logique parce que seuls 47 % des foyers fiscaux français sont actuellement assujettis à l'impôt sur le revenu, ce qui fait peser l'essentiel de la contribution sur les classes dites « moyennes », terme qui masque d'importantes disparités. Dérangeante parce que la fronde des Gilets jaunes a remis en lumière un « ras-le-bol fiscal » (comme on disait sous François Hollande) qu'il serait paradoxal de vouloir apaiser par une augmentation – celle du nombre de contribuables, sinon celle du montant des impôts.

La ministre est-elle en service commandé ? On la dit habile, mais il lui arrive de déraiper – l'an dernier, elle a qualifié des détenus corses de « prisonniers politiques » et évoqué la

création d'un nouvel impôt pour compenser la suppression de la taxe d'habitation... Il n'empêche, elle est l'une des figures appelées par Emmanuel Macron à jouer un rôle dans la recherche d'une sortie de crise. Sénatrice proche de François Bayrou, Gourault a pour mission d'apaiser la relation avec les élus locaux – elle évoque d'ailleurs des pistes pour approfondir la décentralisation. Et elle prend soin d'assortir sa proposition d'une double relativisation : 1. la généralisation de l'impôt rendrait plus acceptable la création d'une tranche supplémentaire pour les hauts revenus ; 2. la solution aux problèmes de la France « ne viendra pas d'une augmentation des impôts ».

Comme en écho, un ministre haut placé confiait ces derniers jours avoir entendu dire à Matignon : « On ne parle plus des impôts, sauf en employant le verbe baisser. » Volontaire ou calculée, l'initiative de Jacqueline Gourault ne fera pas baisser... la tension. **Hervé GatteGno**

INTERVIEW

Édouard Philippe a demandé à tous ses ministres de lui exposer des pistes de sortie au grand débat. Que proposez-vous ?

La taxe carbone n'était que le détecteur de la crise. Sur les ronds-points, les Gilets jaunes ont recréé des bistrots, des lieux de convivialité

: cela témoigne des carences de notre société, des conséquences d'une urbanisation déconnectée des besoins du quotidien, de la désertification médicale et de la dévitalisation de nos petites villes. Tous ces ingrédients nourrissent un sentiment de délaissement. Seules des réponses concrètes permettront de le rattraper. Nous en avons apporté depuis le début de cette mandature. On ne pourra pas réinventer le fil à couper le beurre, mais le grand débat dessinera des solutions collectives !

Mais quelles « réponses concrètes », justement ?

J'ai par exemple proposé de lancer un nouveau programme, « Action cœur de bourg », pour redynamiser les petites communes, par exemple entre 5 000 et 15 000 habitants, qui jouent un rôle central dans la ruralité. Dans ces centres-villes à taille humaine, je souhaite soutenir l'activité commerciale, déjà menacée par les hypermarchés, mais aussi l'amélioration de l'habitat des plus modestes. Les communes qui conduiront ces opérations pourront également bénéficier du dispositif fiscal voté fin décembre pour rénover l'habitat ancien. Ne l'oublions pas : cette crise, c'est la révolte des campagnes et des petites villes !

Mais c'est aussi, d'abord, une révolte fiscale... Que préconisez-vous sur ce plan ?

Le rapport à l'impôt s'est effiloché avec le temps. Or il pose une question essentielle : celui du lien de chaque citoyen avec le bien commun, avec la nation. Nous avons tendance à oublier que notre société est l'une des plus protectrices et des plus redistributrices qui soient !

Cela nous revient aujourd'hui en boomerang. Et le fait que seulement moins d'un foyer fiscal sur deux paie l'impôt sur le revenu y contribue. Il faut redonner à chacun le sens de l'impôt, qui est un acte citoyen.

Un impôt universel sur le revenu, donc ?

Chacun pourrait contribuer à la hauteur de ses moyens, même de manière très symbolique, pour recréer le lien entre citoyen et impôt. Tout le monde devrait payer l'impôt sur le revenu. Y compris les plus modestes, même un euro. Notre système fiscal est surconcentré sur les classes moyennes, qui n'ont pas à porter sur leurs épaules les efforts de tous. Il faut rénover le lien entre impôt et service public. Dans le même temps, il faut aussi que nous réfléchissions à la contribution que devraient apporter les très hauts revenus.

Faut-il aussi une nouvelle tranche d'impôt sur les plus hauts revenus ?

Je n'en serais pas choquée, même si je ne crois pas que les solutions aux problèmes de notre pays viendront d'une augmentation globale des impôts. L'objectif et la réalité de l'action du gouvernement, c'est la baisse de la fiscalité.



Emmanuel Macron lors du lancement du grand débat national à Grand-Bourgtheroulde (Eure), le 15 janvier, sous les yeux de Jacqueline Gourault. Emmanuel Macron lors du lancement du grand débat national à Grand-Bourgtheroulde (Eure), le 15 janvier, sous les yeux de Jacqueline Gourault.

Et la taxe d'habitation ? Doit-elle être aussi supprimée pour les 20 % de Français les plus aisés ?

À partir du moment où 80 % des contribuables en sont exonérés, il me semble préférable de la supprimer totalement. Faire croire que les 20 % qui restent sont des « riches », comme si nous vivions dans une société binaire, serait une erreur : un couple dont chacun des membres gagne 2 200 euros net appartient en effet à cette catégorie !

Faut-il des « contreparties » aux aides sociales, comme l'a suggéré le Premier ministre ?

Le Premier ministre a raison de rappeler la nécessité de droits et de devoirs. Il faut lutter contre la déconnexion entre solidarité et citoyenneté. Oui, il y a des personnes très éloignées du travail qui ont besoin d'aide pour se réinsérer. C'est un droit, et c'est le devoir de la collectivité d'y répondre. Pour elles, il faut des structures d'accompagnement, de réinsertion professionnelle voire sociale. Mais cela n'empêche pas que le droit de chacun s'accompagne de devoirs envers la collectivité et que chacun soit responsabilisé, par exemple en consacrant quelques heures de son temps aux autres, en contrepartie des aides sociales.

Mais le bénévolat ou le travail gra-

tuit, est-ce vraiment du travail ?

Je crois à la réinsertion par le travail et à la réinstauration d'un équilibre entre droits et devoirs. Il ne faut pas s'y tromper : quand les Français critiquent l'« assistanat », ce qui les choque, c'est qu'ils ont l'impression que celui qui travaille dur pour un smic gagne moins que son voisin qui ne travaille pas mais touche toutes les « allocations ».

Faut-il un nouveau chapitre, un acte III de la décentralisation ?

Certaines associations nationales d'élus le demandent. Je constate qu'en France il y a toujours l'envie de demander plus de pouvoir pour les collectivités territoriales et, quand il y a un problème, de se retourner vers l'État ! Les girondins ont toujours un côté jacobin qui sommeille en eux...

Une nouvelle loi de décentralisation n'a de sens que si on a fait le bilan de l'appropriation des précédentes ! Je m'y emploie. Je souhaite répondre au besoin de souplesse plébiscité à juste titre par les collectivités, mais ne pas bouleverser un paysage institutionnel qui a besoin de temps pour être efficace. Je crois à la décentralisation fine et continue plutôt qu'aux grands big bangs.

Justement, le découpage régional de 2015, qui a créé des « super-Régions », doit-il être revu ?

Si l'on prend l'exemple de la fusion des deux Normandies, ce fut une réussite tant l'Histoire plaide en ce sens. Mais je suis convaincue que l'on est allé beaucoup trop loin pour certaines grandes Régions, comme par exemple la Nouvelle-Aquitaine qui rassemble Creusois et Basques ! Les élus ne veulent pas de nouveau big bang : nous les écoutons. Mais nous accompagnons aussi chaque volonté locale, comme je l'ai fait pour la col-

lectivité européenne d'Alsace, dont je présenterai le projet de loi ce mercredi.

Pourquoi les associations d'élus ontelles été si hostiles au gouvernement depuis vingt mois ?

L'État et les collectivités locales sont dans l'obligation, pour répondre à cette crise, de travailler main dans la main. Ceux qui n'en auraient pas suffisamment conscience alimentent le populisme. Le gouvernement et les associations d'élus peuvent avoir des opinions divergentes, mais il faut être responsable !

Comment répondre à la demande de services publics dans un contexte budgétaire contraint ?

Il faut hiérarchiser les services publics. Ça n'est pas la même chose de fermer une trésorerie ou un hôpital de proximité ! Nous devons faire des

choix. Aujourd'hui, 1 300 maisons de service au public permettent d'accéder facilement à la caisse d'allocations familiales, à Pôle emploi, à La Poste... D'ici à 2020, nous voulons en déployer 500 de plus. D'autres seront itinérantes avec des agents qui feront le tour de certaines communes. Tout cela accompagne la digitalisation du service public.

Les mesures qui sortiront du grand débat, initialement annoncées comme un big bang, ne risquent-elles pas, au fond, de décevoir ?

Je n'ai jamais parlé de big bang. Au grand soir, j'ai toujours préféré les petits matins ! Il faut apporter des réponses appropriées. L'exhaustivité et la transparence de la restitution des contributions du débat nous y aideront. Les causes de cette crise, qui remontent à si loin, ne s'estomperont pas fin mars. C'est pourquoi il y aura des réponses immédiates, et à plus

long terme des politiques pour recoudre les liens avec les territoires et les Français. Ce qui m'importe, c'est le temps long, celui de la construction. Le juge de paix de ce travail, ce sera les élections.

La crise des Gilets jaunes est-elle aujourd'hui derrière nous ?

Il y aura toujours des soubresauts. Mais nous avons vécu un premier tournant. En semaine, des citoyens – dont des Gilets jaunes – échangent localement et font des propositions constructives dans le cadre du grand débat. Chaque week-end, d'autres préfèrent instaurer la violence. Nous renoncerions à notre ambition pour les Français en donnant raison à ces derniers. ■

par David Revault et Emmanuelle Souffi

ENCADRÉS DE L'ARTICLE

« Je ne serais pas choquée par une nouvelle tranche d'impôt sur les plus hauts revenus »

JACQUELINE GOURAULT

2001-2017 **sénatrice (uDF, puis MoDem) de Loir-et-Cher**

2014-2017 **vice-présidente du sénat**

2017 **Ministre auprès du ministre de l'Intérieur, elle est chargée de suivre le dossier corse après la victoire des nationalistes aux élections territoriales, en décembre**

2018 **succède à Jacques Mézard comme ministre de la Cohésion des territoires**



La gueule de bois des GM&S

Plus d'un an après sa reprise, l'avenir du site demeure incertain.

Au printemps 2017, cette usine de 277 salariés, menacée de liquidation, avait agité les premiers pas d'Emmanuel Macron à la tête de l'Etat, devenant le visage de cette France qui peine à conserver son industrie. Un an et demi après le plan social dans l'usine de l'équipementier automobile GM&S de La Souterraine (Creuse) et l'arrivée d'un repreneur, que reste-t-il ? « Plus de 80 salariés sont toujours sans emploi et PSA et Renault n'ont pas respecté leurs engagements », résume, amer, Yann Augras, délégué CGT, toujours en poste.

« Je suis venu vous dire que nous n'abandonnerons personne et que ce site restera ouvert », avait lâché, offensif, Bruno Le Maire, nouveau ministre de l'Economie, aux salariés. La promesse sera tenue... Enfin, presque.

PSa et renault n'ont pas tenu parole

En septembre 2017, un industriel français, GMD, reprend effectivement le site, dépouillé de 157 salariés. « Trente-six ont retrouvé un CDI, 20 sont à la retraite, 3 ou 4 en

création d'entreprise, 6 font des formations longues et les autres, environ 80, n'ont rien, énumère Vincent Labrousse, ancien délégué CGT, licencié lui aussi.

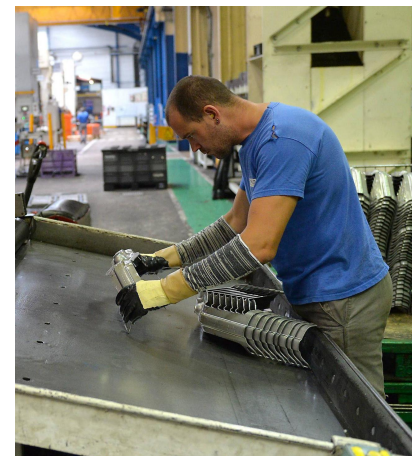
Pour les 120 salariés conservés chez GM&S rebaptisé LSI (La Souterraine Industry), le moral n'est pas meilleur. « Nous avons eu deux directeurs différents et, depuis sept mois, nous n'en avons plus du tout, ni même de DRH », constate Yann Augras. PSA et Renault, qui s'étaient engagés à assurer pour plus de 22 M€ de chiffre d'affaires annuel, n'ont pas respecté leur promesse. « En 2018, à eux deux, ils ont à peine commandé pour 10 M€, lâche, en colère, Yann Augras. Et derrière, l'Etat ne fait rien pour faire respecter l'engagement. » En septembre, Bruno Le Maire s'était engagé à rappeler leurs promesses aux deux constructeurs. « Mais on ne voit rien venir », s'agace Vincent Labrousse.

Les syndicalistes ont assigné PSA et Renault devant le tribunal d'instance pour abus de position dominante. « Nous avons récupéré des accords secrets montrant qu'ils avaient la mainmise sur GM&S, confie Vincent Labrousse. C'est illégal. Un donneur

d'ordre ne peut pas diriger son sous-traitant. »

Enfin, les salariés ont rédigé une proposition de loi pour obliger les donneurs d'ordre à assurer financièrement les conséquences de leur désengagement chez leurs sous-traitants. « Après ce que nous avons vécu, nous, les salariés de GM&S, on veut dire stop. Plus jamais ça pour aucune autre entreprise en France. »

■



La Souterraine (Creuse), en mai 2017. L'usine GM&S avait été reprise en septembre 2017 avec 157 salariés de moins.

par V.v.



Agences Pôle emploi sous tension

Le renforcement des contrôles et des sanctions vis-à-vis des chômeurs crée des crispations dans les agences. Plusieurs ont été la cible des mouvements de colère.

Par Solenne Duroxet Bérangère Lepetit

Des ordinateurs endommagés, des téléphones inutilisables... et plus de 3000 € de dégâts. Le 15 février, l'intrusion d'un groupe d'une quarantaine de personnes dans les locaux de la plate-forme de Pôle emploi spécialisée dans les contrôles des chômeurs à Chantepie, près de Rennes (Ille-et-Vilaine), a laissé des traces.

Fin janvier, à Saint-Etienne (Loire), des chômeurs et militants associatifs et syndicaux ont débarqué dans une agence et, vendredi dernier, ce sont des sites de Pôle emploi dans le XVIII^e arrondissement de Paris, à Toulouse (Haute-Garonne), à Ussel (Corrèze), à Lyon (Rhône), à Besançon (Franche-Comté) ou à Nantes (Loire-Atlantique) qui ont été ciblés par des groupes de trente à soixante personnes. Des « envahissements » où l'on retrouve pêle-mêle des militants d'extrême gauche, d'associations historiques de défense des chômeurs, comme Agir ensemble contre le chômage (AC !), mais aussi de la CGT, SUD-Solidaires et même quelques Gilets jaunes.

Comme le constate Pôle emploi, ces opérations se passent la plupart du temps de manière pacifique mais reflètent un contexte de crispations grandissantes, tant du côté des chômeurs que de celui des salariés. « Il

y a une montée générale de la colère qui vient de tous les côtés, rapporte Daniel Mémain, porte-parole de Solidaires-Pôle emploi en Occitanie. Ces deux dernières semaines, le même mot d'ordre fleurit sur les tracts et les sites Internet, c'est : abrogation du décret ! » Passé en catimini entre Noël et le Jour de l'An, ce décret, issu de la loi Pénicaud pour la liberté de choisir son avenir professionnel, prévoit le durcissement des sanctions contre les chômeurs en cas d'absence à une convocation ou d'une recherche d'emploi jugée insuffisante.

Le texte renforce aussi de manière non négligeable les équipes de l'agence publique chargées du contrôle des chômeurs. « Chaque région dispose d'un service chargé du contrôle (NDLR : généralement situé au sein des directions régionales) qui a gagné des effectifs le 1^{er} janvier dernier », confirme-t-on à Pôle emploi.

Les effets du décret n'ont pas tardé à se faire sentir tant dans les agences qu'aux permanences des associations (lire l'encadré). En 2018, les agents chargés des contrôles étaient 215 en France. Ils sont 600 depuis le 1^{er} janvier et devraient encore gagner 400 agents à l'horizon 2020, tandis que, dans le même temps, Pôle emploi doit perdre 7 % de ses effectifs (soit 4 000 postes) d'ici à 2022. Dans les agences, la pilule a du mal à pas-

ser. « La direction a beaucoup de mal à assurer les transferts d'effectifs en interne car les agents préfèrent accompagner les chômeurs plutôt qu'assurer les contrôles, explique Marie Laporte, membre du Mouvement national des chômeurs précaires (MNCP). Sur les sites, l'ambiance se dégrade, il arrive que les usagers prennent à partie leur conseiller. Ils ont parfois l'impression d'avoir été balancés. »

De nouvelles actions sont d'ores et déjà prévues dans les semaines à venir. De son côté, Pôle emploi, qui ne souhaite pas commenter ces irruptions à répétition, a déposé plainte après l'intrusion du 15 février à Rennes. Une enquête a été confiée à la sûreté départementale d'Ille-et-Vilaine. ■



Depuis le début de l'année, des agences Pôle emploi ont été envahies par des militants qui réclament l'abrogation du décret renforçant les contrôles des chômeurs et les sanctions.



A Emile-Roux, « on ne sait pas ce qu'on va devenir »

Dans le cadre d'un nouveau plan de restructuration de l'AP-HP, le service gériatrie va se voir amputer de 150 lits d'ici à 2023. Une annonce qui angoisse le personnel hospitalier.

Limeil-Brevannes
Par Lise Boulesteix

Dans les couloirs de l'unité de soins de longue durée (USLD) de l'hôpital Emile-Roux de Limeil-Brevannes, la peinture des murs s'écaille, deux malades cohabitent dans chaque chambre, le son des télévisions résonne et l'atmosphère est pesante.

Depuis l'annonce la semaine dernière par la direction de l'AP-HP de la construction d'un nouveau bâtiment USLD, dans lequel seuls 240 lits sur les 390 aujourd'hui disponibles seront gardés, le personnel hospitalier angoisse. « C'est flou, on ne sait pas ce qu'on va devenir. C'est déjà le bordel et ça va l'être encore plus ». Sophie est aide soignante à l'hôpital Emile-Roux depuis treize ans. Elle déplore une dégradation générale des conditions de travail et de prise en charge des malades dans son unité depuis quatre ans. « Nous n'avons pas les moyens matériels de donner tout ce que nous voulons donner. Nous sommes un aide-soignant pour onze patients et ça va encore dimi-

nuer », car cette disparition de 150 lits entraîne une suppression de minimum 150 postes dans le service.

une Nouvelle stratégie

Toutefois, les employés s'accrochent et n'ont aucunement l'intention de démissionner. « Si on fait ce travail c'est parce qu'on y croit », déclare un membre du syndicat Sud Santé.

De son côté, la direction de l'AP-HP (Assistance publique - hôpitaux de Paris) assure que « les lits ne seront pas fermés mais convertis en places d'Ehpad dans le cadre du nouveau schéma stratégique des soins ».

Ce schéma n'est pas encore totalement défini mais la construction d'un nouveau bâtiment est prévue pour 2023 car l'AP-HP souhaite se concentrer sur certaines pathologies comme Alzheimer ou l'insuffisance cardiaque. Cette construction ravit les membres du personnel hospitalier réuni en intersyndicale (FO, CGT, Sud Santé) depuis le début du mois. Ils considèrent qu'il est indispensable d'offrir un établissement non

délabré aux patients mais ils dénoncent une suppression massive de postes. « Les employés licenciés n'auront aucune certitude d'être rembauchés dans un autre centre du groupe — qui compile cinq hôpitaux dont Henri-Mondor, Emile-Roux et Albert-Chenevier — ni même dans l'Ehpad. On fait les frais d'un plan économique », explique Frédéric Lopez, du syndicat Sud Santé. 60 % des patients de l'USLD sont déments et les lits ne désemplissent pas. Les aides-soignants et infirmiers jugent donc cette réduction de l'offre de soins « inacceptable » dans un département où la population est de plus en plus vieillissante. ■



Limeil-Brevannes, hier. Le pôle USLD de l'hôpital Emile-Roux va subir une diminution des lits et des effectifs.

par Leparisien_94



RÉFORME DES RETRAITES

Retraites : la dernière séquence de concertation s'ouvre

De nouvelles séances de travail avec les partenaires sociaux ont été programmées jusqu'au 6 mai. Au menu, les régimes spéciaux, le devenir des caisses de retraite et de leurs réserves, la place de la solidarité et les transitions douces vers la retraite.

Jean-Paul Delevoye, haut-commissaire à la réforme des retraites, a invité les partenaires sociaux à de nouvelles réunions de travail.

Encore un peu d'espace pour la discussion. Le calendrier de la réforme des retraites, qui s'écrit au fil de l'eau, vient de s'enrichir d'une troisième séquence de rendez-vous entre les équipes du haut-commissaire à la réforme des retraites, Jean-Paul Delevoye, et les partenaires sociaux. Il s'agit à nouveau de rencontres par organisation, et contrairement à ce qui s'était passé en octobre à la fin de la première séquence, il ne devrait a priori pas y avoir prochainement de grande tableée avec les représentants de tous les syndicats et du patronat.

Des simulations chiffrées attendues

Cette nouvelle phase emmène les débats jusqu'au 6 mai, juste avant les élections européennes du 26 mai. Reste à savoir si un projet de loi est encore envisageable d'ici à l'été, comme l'a promis Emmanuel Macron. « Pour l'instant, nous restons dans le rythme du calendrier prévu à Noël », explique l'un des négociateurs, qui s'attend à ce que le haut-commissariat formule ses recommandations fin juin ou début juillet. Tous les acteurs jugent qu'il faudra de toute façon patienter jusqu'à juin, après les européennes, pour connaître les véritables intentions du

chef de l'Etat.

Dans l'intervalle, le gouvernement devrait fournir des simulations chiffrées permettant de mesurer les conséquences, entre autres, de la prise en compte de toute la carrière dans le calcul des droits (au lieu des vingt-cinq meilleures années ou six derniers mois). Est-ce que le projet de loi arrivera au Parlement en septembre, afin d'enclencher la bascule dans le nouveau système universel de retraite comme prévu en 2025 ? C'est encore flou.

Chacune de ces séances promet à nouveau de créer la polémique. Après avoir abordé les incitations à retarder l'âge de départ, et la façon de ménager les départs anticipés pour carrière longue, invalidité, ou pénibilité, les partenaires sociaux vont examiner début mars le cas des catégories actives, et ainsi entrer dans le vif de l'absorption des régimes spéciaux dans le futur régime universel de retraite. Il s'agit en effet d'adapter les dispositifs permettant à des conducteurs de train, infirmiers, éboueurs de partir avant 62 ans.



Par la suite, il sera question de gouvernance et d'architecture institu-

tionnelle : qui va gérer les 120 milliards d'euros de réserves des régimes, et notamment les 70 milliards de l'Agirc-Arrco ? Qui prendra les décisions de pilotage de l'équilibre ? Que restera-t-il des régimes complémentaires qui permettent aujourd'hui de cotiser au-delà de l'assiette de 10.000 euros par mois prévue pour le futur régime universel. Il est probable que les 42 régimes et caisses ne disparaissent pas avant de longues années, car ils seront précieux pour gérer la transition. Deux réunions sont prévues sur ce thème.

En avril, le thème de la solidarité sera abordé. On parlera, là, aussi, de gros sous : faut-il conserver la proportion de 20 % des dépenses consacrées à la solidarité ? Comment séparer clairement ce qui relève de l'impôt ou de la cotisation ? Quels minima de pension fixer, et comment faire en sorte que le salarié au SMIC toute sa carrière ne flirte pas avec ce minimum ?

Enfin, début mai, le cumul emploi-retraite et les autres formes de transitions douces vont être mis à l'étude. Alors que les Français partent de plus en plus tard à la retraite, le besoin d'un sas entre l'activité et l'inactivité se fait sentir. Le passage dans un système par points permet potentiellement d'effacer la frontière entre les deux. ■

par Solveig Godeluck



PROTECTION SOCIALE

La question d'une réforme des allocations familiales de nouveau sur la table

Christelle Dubos, secrétaire d'État aux Solidarités, veut faire plus pour les familles monoparentales.

SANTÉ Alors que tous les ministres se prêtent à l'exercice du grand débat national un peu partout en France, Christelle Dubos, la toute récente secrétaire d'État aux Solidarités auprès d'Agnès Buzyn mais chargée plus spécifiquement de la question de la pauvreté, veut donner la parole « *aux plus précaires, aux invisibles sociaux pour qu'ils ne deviennent pas les invisibles du grand débat* ». Elle cible en particulier les familles monoparentales, à 85 % des femmes élevant seules leurs enfants, dont le gouvernement a fait la priorité de son plan de lutte contre la pauvreté dévoilée en septembre dernier.

À Amiens, ce 18 février, une centaine de femmes ont répondu à son appel, mobilisées par les associations locales. « *Je connais vos difficultés* », attaque d'emblée Christelle Dubos, qui a été vingt ans travailleuse sociale avant d'être élue députée LREM de Gironde en juin 2017. Au fur et à mesure, les langues se délient. « *Je suis divorcée, j'ai élevé seule 10 enfants* », explique ainsi Dominique, 63 ans, avant d'ajouter, on ne peut plus fière, que « *tous sont diplômés et ont un emploi* ». Son problème ? Elle a peu travaillé et s'est retrouvée, après un cancer à 52 ans, en invalidité. « *J'ai une toute petite pension, je ne peux rien m'offrir. Il faudrait prendre en compte dans la retraite les années passées à élever ses enfants* », propose-t-elle.

« *Tout ce que je demande, c'est un F2. Chez moi, ça devient insalubre, enchaîne Annie 53 ans, qui élève seule*

3 enfants et s'occupe en faisant du bénévolat dans un relais social. *« Ça m'apporte beaucoup, même si je vais mal. »* Christelle Dubos, compatissante, hoche la tête. Alors qu'Édouard Philippe a relancé l'idée de « compensation » aux aides sociales, elle est convaincue que le bénévolat peut être un atout, notamment pour sortir de l'isolement. Mais le sujet est complexe.

Pensions alimentaires

La décision en 2016 du conseil départemental du Haut-Rhin de conditionner le versement du RSA à 7 heures de bénévolat avait suscité une polémique. Le Conseil d'État a validé deux ans plus tard cette décision, mais à condition qu'elle contribue à une meilleure insertion professionnelle et reste compatible avec la recherche d'emploi. Le sujet, « *sensible mais légitime* », sera au cœur des concertations que la ministre va lancer dans les prochaines semaines sur les futurs services publics de l'insertion et revenu universel d'activité (RUA).

Les témoignages, souvent douloureux, s'enchaînent dans la capitale picarde. Violences conjugales, manque de travail, problèmes de logement, de santé... la liste des difficultés est longue pour ces femmes seules, le plus souvent sans diplôme ni qualification, qui cherchent du travail et une reconnaissance sociale tout en élevant leurs enfants. Pour elles, le gouvernement a déjà dopé de 33 % le complément du mode de

garde, réservé des places en crèches pour leur permettre de chercher du travail ou mis en place le tiers payant afin que les aides à la garde d'enfant soient versées immédiatement. La loi Elan, dont Christelle Dubos était l'une des rapporteuses à l'Assemblée, a aussi donné la priorité aux femmes victimes de violences pour le logement social. « *Ce sont de belles mesures, mais on doit aller plus loin*, avoue la secrétaire d'État, comme l'a promis Emmanuel Macron le 31 décembre lors de ses vœux. *Quand une maman divorce et change de département, elle change de CAF. Parfois son dossier suit en 10 jours, parfois il n'est toujours pas traité en 3 mois et elle est privée de droits. Ce n'est pas normal.* »



Christelle Dubos veut donner la parole « *aux plus précaires, aux invisibles sociaux pour qu'ils ne deviennent pas les invisibles du grand débat* ». Photo : PHILIPPE BRUCHOT/PHOTOPQR/LE BIEN PUBLIC/MAXPPP

Réforme du « *maquis* »

actuel

Pressée par certaines associations d'accorder des allocations familiales dès le premier enfant, Christelle Dubos reste prudente, car la mesure serait coûteuse. Pour la financer, le député Guillaume Chiche avait proposé il y a un an de supprimer les allocations familiales pour les plus riches, serpent de mer à gauche, et de réformer le quotient familial. Mais face à la polémique, il avait été désavoué. « *Le gouvernement n'a pas prévu de rouvrir le dossier sensible des allocations*

familiales », assure Christelle Dubos, avant de donner son opinion personnelle, légèrement différente. « *Si certaines familles veulent renoncer volontairement aux allocations, car elles jugent ne pas en avoir besoin, pourquoi pas ?* », argue-t-elle, ouvrant donc de facto à une fin volontaire de l'universalité des allocations...

Pas sûr toutefois que cela prenne. D'autant qu'au groupe LREM à l'Assemblée, certains députés ont d'autres idées nettement moins révolutionnaires et clivantes sur le sujet.

« *Il y a aujourd'hui 23 allocations familiales différentes, pointe Amélie de Montchalin, sa première vice-présidente élue dans l'Essonne. C'est un maquis sans nom qu'il faut surtout simplifier pour répondre avant tout à des enjeux de prévisibilité et de lisibilité.* » Le débat ne fait probablement que commencer... | ■

par Marie-Cécile Renault @Firenault

ENCADRÉS DE L'ARTICLE

« *Beaucoup d'associations sont très attachées à l'universalité de la politique familiale. Il en va aussi du consentement à l'impôt. Après, si certaines familles veulent renoncer volontairement aux allocations car elles jugent ne pas en avoir besoin, pourquoi pas ?* » CHRISTELLE DUBOS



MOUVEMENTS SOCIAUX



POLITIQUE

Le regain en jaune, des rues jusqu'au château

L'acte XV des gilets jaunes n'aura pas été celui de la démotivation. Plus nombreux que le samedi précédent, ils ont voulu démontrer l'aspect pacifiste de leur mouvement, notamment lors d'un pique-nique à Chambord.

Chambord (Loir-et-Cher), envoyé spécial.

Les pronostics d'observateurs chagrins auront finalement été déjoués. En pleines vacances scolaires, les gilets jaunes se sont mobilisés plus massivement que pour l'acte XIV, enrayant une baisse de participation un peu vite annoncée. Le ministère de l'Intérieur a même affiché une participation de 46 000 personnes, soit 5 000 de plus que le samedi précédent. Un chiffre toutefois contesté par les gilets jaunes. La page Facebook « Le nombre jaune » a cette semaine recensé quelque 123 000 participants et 252 événements, contre 104 000 et 220 initiatives pour l'acte XIV. Si quelques heurts ont eu lieu en marge des manifestations comme à Toulouse, Rennes ou Clermont-Ferrand (voir encadré), les participants ont souhaité majoritairement apparaître sous un jour non violent.

C'était le cas notamment à Chambord où, comme des jonquilles dans une prairie, les gilets jaunes ont choisi de déclarer leur printemps dans un grand pique-nique aux nappes quelque peu clairsemées. Un clin d'œil ironique à la fête d'anniversaire qu'Emmanuel Macron avait donnée pour ses 40 ans en décembre 2017 dans le palais construit pour François Ier. Et les participants ne s'y trompent pas. « Ce château, il est aussi à nous ! » lance une femme à l'intention des gendarmes postés au-

tour. Même si Charles-Emmanuel de Bourbon-Parme, descendant de Louis XIV et royaliste notoire venu avec son gilet jaune, semble souhaiter une autre forme de propriété.

L'initiative se veut bon enfant pour contrer le venin distillé la semaine passée sur les gilets jaunes. « Depuis le début, on nous colle des étiquettes, déclare Priscillia Ludosky, visage de la lutte des gilets jaunes. - D'extrême gauche, d'extrême droite, racistes, imbéciles... maintenant, on nous taxe d'antisémites. Que vont-ils nous coller ensuite ? » Autour des foodtrucks, les discussions vont bon train : « On nous rabâche que les gilets jaunes ne sont pas représentatifs des Français, mais, quand des énergumènes insultent Finkielkraut, on nous met tous dans le même sac ! »

S'appuyer sur les expériences réussies de convergences

Pour cette journée de mobilisation originale, la CGT avait appelé à grossir les rangs. Alain Guilmain, secrétaire général de l'union départementale de Loir-et-Cher, explique que « la question n'est pas de rejoindre ou non le mouvement, mais de créer des convergences ». Pour le syndicaliste, le rôle de la CGT est d'aider les salariés à se mettre en lutte sur leurs lieux de travail car, pour l'instant, « le patronat n'est pas dérangé par ces rassemblements du samedi ». Et

si les relations avec les gilets jaunes sont parfois inégales, Alain Guilmain préfère s'appuyer sur les expériences réussies, comme à Amboise, dans le département voisin d'Indre-et-Loire, où gilets jaunes et gilets rouges luttent ensemble pour défendre un bureau de poste. À côté de la sono où rugissent des enceintes qui diffusent aussi bien des chansons d'HK & les Saltimbanks que la Marseillaise, Michel et Fabrice, chapeau à cornes sur la tête et chasuble fluo sur les épaules, évoquent leurs revendications spécifiques : « Les deux Gaulois sourds, mais pas muets », comme ils se décrivent, déplorent l'indifférence dont font l'objet les sourds et les malentendants. « Même l'allocution de Macron, on n'a pas le droit de l'entendre », explique Michel, qui réclame une traduction en langage des signes à la télévision. « On paye la même redevance que tout le monde et on est davantage touchés par le chômage. Les patrons préfèrent payer des amendes que d'embaucher des sourds », souligne-t-il.

861 euros par mois après une carrière d'ajusteur en usine

Un peu plus loin, Michel Allard, 81 ans, a apporté son relevé de comptes, en plus de ses sandwiches aux rillettes maison. Après une carrière d'ajusteur en usine, la Carsat lui verse 861 euros par mois. « En 2012, c'était 869 euros », fulmine-t-il, document à l'ap-

pui. Si la lutte n'est pas nouvelle pour ce communiste encarté à la CGT « depuis les années 1960 », il n'a pas hésité à enfiler un gilet jaune pour rejoindre les ronds-points et se rendre

aux manifestations dans toute la région. Le retour de l'ISF, la hausse des salaires et des pensions... Michel y voit un enjeu de classe et espère que les siens en sortiront enfin ga-

gnants. ■

par Olivier Morin





POLITIQUE

Le mouvement social invité de la Fête de l'Humanité Rhône

Ce rendez-vous annuel a fait la part belle aux échanges et débats entre syndicalistes et gilets jaunes, samedi.

Vaulx-en-Velin, (Auvergne-Rhône-Alpes), envoyée spéciale.

L'Humanité ne chôme pas. Au lendemain de la soirée de soutien au journal à Montreuil (Seine-Saint-Denis), la Fête de l'Humanité faisait étape à Vaulx-en-Velin (Rhône), samedi. Environ 700 visiteurs ont déambulé entre les nombreux stands militants – du PCF au Mouvement de la paix, en passant par la CGT – et culturels, en plus d'assister aux concerts de Seth XVI, Nâra et Kazy Lambist, ainsi qu'à des débats. Dans la situation d'urgence que connaît l'Humanité, le directeur de la publication, Patrick Le Hyaric, a rappelé les efforts faits par le journal pour se désendetter ces dernières années et a pointé la responsabilité de l'État dans la baisse des subventions aux quotidiens à faibles ressources publiques.

Autre temps fort de l'après-midi, le débat réunissant syndicalistes, gilets jaunes et une élue locale a rappelé la nécessité, mais aussi la difficulté à faire converger les luttes sociales. Deux représentants régionaux des gi-

lets jaunes, Christophe et Fabrice, ont appelé les syndicalistes et militants politiques à se joindre à eux dans des termes parfois un peu vifs. « Vous êtes où ? Le peuple est dans la rue, c'est maintenant que ça se joue ! » a interpellé Christophe. « Cela nous pique, mais il faut en prendre conscience », a réagi lors de son discours Fabien Roussel, secrétaire national du PCF, pointant la responsabilité d'une certaine gauche qui a « déçu car elle a trahi », dans sa soumission aux traités européens. À l'instar de la sénatrice PCF de la Loire, Cécile Cukierman, candidate sur la liste aux européennes emmenée par Ian Brossat, Fabien Roussel a appelé les militants à se mobiliser pour la campagne qui s'annonce.

« Des familles doivent choisir entre se loger ou manger »

Insistant lors des débats sur la casse du service public, mais aussi sur les mouvements de défense de l'hôpital public, comme dans le ferroviaire ou les collectivités locales, Pia Boizet,

élue CGT aux Hospices civils de Lyon, Renaud Chevalier et Laurent Aubeleau, responsables CGT des chemins de Lyon Part-Dieu et de la région Rhône-Alpes, et Michèle Picard, maire PCF de Vénissieux, ont tous dénoncé les choix financiers faits par les derniers gouvernements.

« Je côtoie tous les jours des personnes âgées qui n'ont pas les moyens d'accéder à un Ehpad, des jeunes sans perspectives d'avenir, des familles qui doivent choisir entre se loger, manger ou se chauffer », a dénoncé Michèle Picard, qui s'apprête cette année encore à prendre des arrêtés contre les expulsions locatives. Stéphane Tambuzzo, délégué CGT dans l'entreprise de maintenance d'équipements électriques TSV, Sophie Fernandez, responsable de l'union départementale CGT et de l'Ugict du Rhône, et Gilles de Gea, - secrétaire de la CGT chez Bosch Rexroth, ont ici souligné l'importance des luttes pour défendre les salaires et les statuts. ■

par Loan Nguyen





Aux Arcs et à Sainte-Foy, la colère des saisonniers

En Savoie, les salariés des stations de ski se heurtent à la rapacité des compagnies gérantes des remontées mécaniques et services de pistes. Des grèves se préparent.

Contrairement au temps, l'ambiance n'est pas au beau fixe dans les stations de ski entre employeurs et saisonniers, notamment ceux des remontées mécaniques. Ils sont quelque 18 000 répartis entre Alpes, Pyrénées, Vosges, Jura, Massif central. Leur CDD couvre une saison d'hiver, généralement de mi-décembre à mi-avril, pouvant évoluer en fonction de l'enneigement variable suivant l'altitude et les années. Comme tous les ans, les discussions sont rudes entre employeurs et salariés au cours des négociations obligatoires. D'autant plus qu'elles ne se déroulent pas au plan national avec un seul employeur, mais site par site avec différents gestionnaires représentant le plus souvent de riches compagnies ou leurs filiales. « Les résistances patronales existent partout, constate Antoine Fatiga, responsable de la CGT. Seul peut en venir à bout un rapport de forces créé par l'action collective des salariés, qui tienne compte de la taille des stations et du chiffre d'affaires des sociétés gérant le domaine et accumulant les profits. »

Tel est le cas par exemple aux Arcs et à Sainte-Foy-Tarentaise (Savoie), où ont été déposés des préavis de grève, en vigueur depuis samedi matin à Sainte-Foy et à compter de demain soir aux Arcs. Réputée, cette dernière station est gérée par la société Arcs Domaine skiable (ADS), qui, ayant enregistré une progression de 10 % de son chiffre d'affaires en quatre ans, est devenue la troisième de

l'Hexagone dans ce domaine d'activité. ADS est elle-même dépendante de la puissante Compagnie des Alpes, laquelle a bouclé son dernier exercice sur un chiffre d'affaires de 801,2 millions d'euros (+6 %) et a décidé, en décembre 2018, de verser à ses actionnaires un dividende en hausse de 30 %.

Des revendications qui portent aussi sur les conditions de travail

« Au début de la négociation la direction n'envisageait qu'une augmentation de 1,9 % sur l'ensemble de la grille des salaires », s'indigne le délégué syndical Dominique Thomas. Des heures de discussions ont été nécessaires pour qu'elle accorde une revalorisation de 2 % du salaire de base. « Cela ne compense nullement l'augmentation officielle du coût de la vie reconnue par l'indice des prix à la consommation au mois d'octobre », ont souligné, dans un tract commun, les syndicats CGT et FO. Ensemble, ils ont donc proposé à tous les salariés d'ADS d'agir pour une augmentation du taux horaire de 0,50 euro, soit 75 euros par mois, cumulée à une augmentation de la prime de fin de saison de 3 % et de la prime de logement de 30 %, la création d'une prime de vie chère mensuelle de 165 euros et une prime de langue de 80 euros, comme dans la station des Ménuires (Savoie), mais les revendications portent aussi sur les conditions de travail : embauche de quatre salariés

supplémentaires aux services des pistes, respect des limites de durée quotidienne de travail et des temps de pause...

Refus et manœuvre d'ADS, qui, dans une « décision unilatérale », s'entient à l'annonce d'une prime exceptionnelle de 100 à 600 euros, selon les cas, laquelle « ne serait octroyée que dans les conditions permettant de bénéficier de l'exonération sociale et fiscale ». Cette utilisation – qui plus est, restrictive – de la « prime Macron » n'a pas conduit les salariés à renoncer à leurs revendications. « Mobilisons-nous tous ensemble », ont-ils répliqué avec leurs syndicats en déposant leur préavis de grève. Un mouvement susceptible de faire boule de neige dans les prochains jours, et de s'étendre à d'autres stations durant les congés scolaires de fin février et début mars.

Ce n'est pourtant jamais de gaieté de cœur que pisteurs, secouristes, dresseurs, perchistes snow makers, artificiers et autres salariés cessent le travail. Ils espèrent ainsi faire revenir leurs employeurs à la raison, afin de pouvoir continuer chaque jour, par tous les temps, à assurer la qualité des pistes. Ce que confirme à sa manière Dominique Thomas, lui-même pisteur-artificier. « Malgré les risques de nos missions, nous préférons toujours les entretenir et déclencher des avalanches pour la sûreté de tous que déclencher des grèves, souligne le délégué syndical. Malheureusement la direction ne nous laisse pas



ÉVÉNEMENT

Dix jours sur la route des grands débats

Trois mois après le début du mouvement des gilets jaunes, «Libération» a sillonné l'Hexagone, entre petits villages et grandes métropoles, pour prendre le pouls du pays au mitan de la grande consultation voulue par Emmanuel Macron.

Les gilets jaunes, en trois mois de battage, ont déposé un miroir géant au milieu du pays : la France se regarde à poil, sous des néons, sans mille possibilités de détourner le regard. Du salon de thé à 8 euros l'expresso au PMU joyeux mais ridé, la discussion politique va désormais un peu plus loin, avec un fil directeur en filigrane : quel modèle économique et sociétal est finalement le plus désirable ? La présidentielle de 2017 a l'air si loin qu'on la raconterait presque au subjonctif imparfait. Emmanuel Macron a proposé un grand débat pour sortir de la crise. Pour réfléchir à plusieurs millions et fabriquer, en théorie, des solutions qui remonteront jusqu'à lui, soit le ruissellement à l'envers – mettons un escalator temporaire de la terre au ciel. Partout, des villages minuscules à la grande métropole, des salles accueillent des quidams, de l'aristocrate en Porsche au retraité en jean basique, qui témoignent micro en main. Tous s'accordent sur un point : depuis des décennies, les réformes prises ont des allures de tour de Pise. Elles font des bienheureux, comme elles font plonger plus profond des misérables. Des gilets jaunes maudissent l'exercice quand d'autres se prêtent bon gré mal gré au jeu – dans un monde parfait, les ronds-points, leur QG principal, auraient aussi la parole parce qu'ils entendent tout. On a passé dix jours sur les routes du grand débat, de l'Eure à l'Aude.

A lire aussi En chemin, quête de respect, emploi, Macron et solitude...

Brionne (Eure) : «Vous êtes heureux, vous ?»

Un jour, Liliane a écrit, le plus sérieusement du monde, que Louis de Funès soutenait les gilets jaunes sur un groupe Facebook. Avant que des camarades lui rappellent que l'acteur chauve était sous terre depuis des lunes. Elle rit derrière le zinc de fortune, dans la cabane, sur un rond-point. A côté, Robin, son mari à moustache, raconte sa maison, achetée dans le coin il y a quelques années. Le crédit ne l'a pas encore mis à genoux, mais il manque de l'étouffer. A l'écouter, ça ressemble au jeu du foulard. L'asphyxie guette. Alors, c'est comme s'ils étaient opposants au Venezuela : le couple de retraités – elle de la grande distribution, lui du boulot manuel – a décidé de ne plus reconnaître le président élu.

Robin, qui malgré tout continue de défier la fonction : «*S'il n'y avait pas eu la maison, peut-être que je n'aurais pas mis de gilet...*» Liliane, qui a basculé dans l'athéisme politique : «*Le jour où mon mari part, je fais quoi avec ma petite retraite... 600 euros. Parfois, je pleure.*» Ici, comme dans les lieux où l'on réclame son départ, Macron est à moitié humanisé : son nom, au-delà de tous les griefs, est le raccourci en deux syllabes pour résumer petits, moyens et grands malheurs du quotidien. Comme un mauvais sort.

13 heures. Une demi-douzaine de trombines sont présentes dans l'abri en bois bien meublé. Dont cette fille,

autour des 20 ans, qui rêve de s'exiler en Irlande. Et une dame tatouée à la voix rauque qui voudrait vivre en forêt, tout près d'une cascade. Le grand débat leur inspire un truc qui vient d'en haut et des coups de pied dans «*les couilles*» des puissants. Qui, de toute façon, ne peuvent pas comprendre. Ils rient.

Des quidams nous l'ont rappelé partout en France : prendre la parole dans une salle, avec un micro, peut provoquer une sacrée suée. Certains sont trop pudiques. Et s'ils disaient une connerie ? Et s'ils se faisaient humilier devant des voisins ? Liliane touille avec son doigt dans le vent pour mimer le tourbillon. Jusque-là elle votait Le Pen, et là, s'est rendu compte que l'extrême droite fricotait aussi avec les riches. Au vrai, elle ne sait plus. On a tourné les talons et la femme tatouée à la voix rauque, cheveu sur la route du gris, nous a alpagués sur de la philosophie pure et dure : «*Vous êtes heureux, vous ?*»

Saint-Sulpice-de-Grimbouville (Eure) : «Les gilets jaunes nous font réfléchir sur la manière d'exercer nos mandats»

L'édile, Julien Dagry, a organisé son grand débat à la mairie le 11 février. La bâtisse à deux étages attendrait le plus tordu des sorciers – on jurerait l'avoir vue dans un livre de contes. Là-bas une chaumière a récemment été transformée en école «*démocratique*» (tout pour l'épanouissement de l'élève), 185 habi-

tants coexistent à quarante minutes du Havre et le maire est jeune, barbu et En marche.

18 h 05, au lieu de 18 heures. La nou-nou a mis le maire en retard pour le débat, mais rien de dramatique. Zéro participant à l'événement, hormis une membre d'un comité LREM normand... et nous. Une vieille dame venue déposer un dossier administratif a répondu «non, non...» quand le maire lui a proposé de rester. Parce qu'on était là, il s'est assis sur un coin de table, comme s'il allait jouer de la guitare. Il a déroulé : «*Certains maires de petites communes estiment que le grand débat n'est pas nécessaire. Le conseil municipal leur paraît déjà représentatif. Moi, je pense que c'est nécessaire.*» Il trouve Emmanuel Macron impressionnant, quoique trop rapide – et ce n'est pas une critique dans sa bouche – dans sa quête réformatrice. En marche sprinte.

Une maternité des environs va prochainement fermer. L'opposition s'est fâchée, encore un service public sucré. Julien Dagry ramène ça à la vie et à la mort : les nourrissons ne compensent pas les départs définitifs au ciel, même si «*la commune se situe dans la ruralité bien vécue*». Il dit : «*Le praticien chargé de faire accoucher pratique de moins en moins. Ça pose question, jusqu'à ses gestes de médecin : quand on ne les répète pas assez souvent on les perd.*» Avec d'autres, il explique avoir alerté le QG de LREM à Paris, bien avant les cabanes sur les ronds-points : toucher aux retraites a fait bouillir la marmite, et le prix du gazole l'a remplie à ras bord d'une bectance de couleur jaune. Mais la capitale est loin et regarde les territoires reculés par le judas. Julien Dagry : «*Les gilets jaunes nous font forcément réfléchir sur la manière d'exercer nos mandats.*» Sa voisine de table : «*Et les retraités votent...*»

Wasquehal (Nord) : «Les Français

avaient besoin de parler»

Philippe Lemaire, crâne dégarni et sourire malicieux, note tout sur un cahier. L'ex-procureur de Lille est référent : la préfecture le charge, dans une partie du nord de la France, de veiller à la bonne tenue des grands débats. Parmi les observations qu'il chuchote, celle-ci : «*Les non-gilets jaunes qui participent à ces grands débats – ils constituent la majorité – disent : "Nous aussi, nous sommes le peuple et nous avons une parole à faire valoir."*»

Ce coup-là, à la nuit tombée, l'ex-procureur est à Wasquehal, à un quart d'heure de la Belgique. Une grande salle pour 18 personnes (de l'employée de la Poste au bourgeois), une parité parfaite, aucun gilet jaune d'apparence et des en-cas à en faire oublier la CSG. L'écologie a grignoté tout le programme et une mère de famille a mis sur la table un dilemme musclé : pour sauver la Terre elle est prête à faire des concessions sur sa liberté si le gouvernement l'impose, plutôt que de crever à petit feu. A quoi servirait la liberté si l'homme n'existe plus ? La question des lobbys est posée : jusqu'à quel point ont-ils serré les menottes du gouvernement ? Et «fake news», la formule en vogue, partout tout le temps, est dégainée au débotté pour couper un raisonnement, sur les dégâts environnementaux des tankers, par exemple.

Le plus jeune participant a 19 ans. Long, tout de noir vêtu, gauchiste sur l'écologie, soupçonné d'être insoumis, et pessimiste sur les bords. Mais chaudement remercié : sa présence fait baisser la moyenne d'âge comme un 0 sur un bulletin de note. Il veut raisonner et taxer les superpuissances insolentes en matière d'environnement, quand ses aînés lui parlent d'actions locales et d'éviter de consommer l'hiver des fraises ve-

nues de contrées lointaines – le transport des denrées polluée.

Pour l'ex-procureur, «*les Français avaient besoin de parler*». A Wasquehal, la joute verbale et cordiale a bien duré deux heures. Après une photo de classe, une dame, pas loin de la quille professionnelle, a parlé comme une diplomate le matin d'un bombardement au Moyen-Orient : «*Les gilets jaunes veulent destituer Emmanuel Macron. Mais on met qui après ?*» Elle prononce «*fake news*», «*fuck news*». Possède des chambres d'hôtes qu'un retraité, motard, lui propose ironiquement de tapisser de photos du Président.

Finalement, le gauchiste présumé est en réalité de droite, a soutenu François Fillon en dépit des casseroles, se sent gilet jaune et se demande après coup si ce grand débat n'est finalement pas un grand sondage. On l'a pris en voiture alors qu'il regardait, dehors et vainement, les horaires d'un bus qui ne passe plus à cette heure-ci. Sa conviction : le Président accumule les données, fabrique le programme idoine et repart pour cinq ans en jurant sur l'honneur avoir compris toutes les nuances de colère. Il ne sait plus trop situer la droite : le PS et LR, les curseurs d'antan, ont glissé sur une plaque de ver-glas.

Leers (Nord) : «On a marché, on s'est gelé les couilles, maintenant on fait quoi ?»

A proximité d'un rond-point de Leers (Nord).

Frédéric, 50 ans passés, ne s'est finalement pas pointé à Wasquehal pour mettre la pression et tailler un costard moulant à l'Europe, qu'il dépeint comme un inspecteur le ferait d'un proxénète aux dents dorées. L'ex-employé d'une boîte de démolition nous avait pourtant demandé

l'adresse. C'était à Leers, en face d'un rond-point occupé, scène de fait divers égayée par des cris de gamins embarqués dans la lutte et illuminée par le message écrit sur le dos d'un vieil homme «Papi cherche Mami». Il y a quinze jours, des gilets jaunes assurent qu'une voiture-bélier a manqué de renverser la cabane où vit Fabrice, un sans-domicile retrouvé un jour à moitié congelé sous un arrêt de bus. Ils lui ont construit un abri et tagué en grand son nom dessus. Le SDF était à l'intérieur, le pire aurait pu arriver.

Frédéric, sur le futur : «*On a bloqué, on a marché, on s'est fait gazer, on s'est gelé les couilles, et il faut le dire, maintenant on fait quoi ?*» Son épouse est à un mètre, assise sur le siège passager, portière ouverte. Elle l'écoute parler de «*guerre civile*» si la répression policière continue, et des SDF de plus en plus jeunes mis à la porte par des parents à bout financièrement. Et puis il y a ce Resto du cœur aux pratiques curieuses et ce match de Ligue 1 à Lille où il fut invité en tribune présidentielle. Il a vu «*les riches*» boire une demi-gorgée de champagne et les coupes à moitié pleines finir à la poubelle. «*Pourquoi ?*» C'est quoi la guerre civile ? Frédéric, hésitant : «*C'est quand les CRS gazent mais que tu ne recules pas...*»

Papi, qui vit seul depuis son divorce, fut informaticien, 1 500 euros à la fin du mois, il y voit une injustice. Il fait remarquer que les gens ici se saluent en arrivant et en repartant. La poignée de mains, la bise et les jolis mots qui vont avec. Il appelle ça la tendresse. «*Tout le monde en a besoin, non ?*»

Château-Thierry (Aisne) : «La question est toujours de savoir où va réellement l'argent»

Mohamed est sorti un peu à l'envers, vers 14 heures, de la cabane montée

avec les autres gilets jaunes du coin. Café, clope, crevé, bas de survêtement bleu : il dort là-dedans depuis trois mois. «*Momo*» dit «*Ruth*» pour désigner Ruth Elkrief, présentatrice vedette de BFM TV. Il est passé plusieurs fois à l'écran, et n'est pas peu fier de la genèse : «*Ils m'ont proposé d'intervenir, mais j'avais déjà eu un problème avec TF1. J'ai réclamé à BFM un direct.*» Ce que la chaîne lui a accordé. Cet hiver, on l'a vu au moins deux fois devant la caméra, d'où notre escale ici. Il est sans-emploi, en attente de monter sa boîte dans la mécanique. «*Les taxes assomment les petits patrons.*» Une voiture à moitié désossée roupille derrière l'abri : il la retape, plutôt que de bricoler chez lui, un peu plus haut dans la ville.

Le jeune homme, 26 ans, réclame le référendum d'initiative citoyenne (RIC). C'est ça ou rien. Pour la transparence, pour mettre une pression concrète chaque fois qu'il y a un doute : «*La question est toujours de savoir où va réellement l'argent.*» Son fils de 4 ans est en Savoie, où il a travaillé et vécu un temps dans une voiture. Le soir, des camarades l'informent au travers des réseaux sociaux : il a besoin de biscuit – en histoire, en droit... – pour ferrailler sans se faire avoir. A la mairie, à la télévision, face à des syndicalistes.

Il confesse que le statu quo, c'est-à-dire le gouvernement droit dans ses bottes et son calendrier, épuise autant qu'il frustre. La violence peut naître de là : il voit des gilets jaunes bouffés de l'intérieur à s'esquinter la voix et les semelles tous les week-ends. «*Parfois, je ne sais même plus quoi leur dire pour qu'ils continuent la mobilisation tout en restant pacifiques.*»

Gray (Haute-Saône) : «Comment retrouver un boulot à mon âge ?»

Le débat organisé à Gray, un peu plus

de 5000 habitants, a rassemblé 80 personnes le 13 février.

La presse locale présente Natacha Ruginis comme la porte-parole des gilets jaunes de la ville, plus de 5 000 habitants, à mi-chemin entre Dijon et Besançon, au carrefour d'une cinquantaine de communes. La jeune femme, foraine à la recherche de boulot, a l'air de trouver le titre trop grand, mais il y a du vrai là-dedans : la députée de la circonscription lui écrit et lui répond, parfois très tard dans la nuit. Le haut (le politique) s'inquiète, le bas (les gilets) s'impatiente. L'inverse fonctionne aussi : les 15 samedis de mobilisation depuis mi-novembre correspondent déjà à un quart d'une année civile, ce n'est pas rien.

Le débat du 13 février, qu'elle a co-organisé et co-animé a rassemblé 80 personnes dans une salle municipale. Un homme a raconté la vie de sa femme lourdement handicapée, restée à la maison. Il s'est appesanti sur les frais, mais aussi sur le lexique. «*Mon épouse n'est pas une "cliente".*» Ce qu'une bonne âme dans l'assemblée résumera en «*marchandisation du lien social*».

Les écoles, les hôpitaux, les gares, les bureaux de poste : tout a l'air menacé de mort, quand ce n'est pas déjà enterré. Alors les habitants se demandent où sera la vie après ça. Internet, la méthadone proposée en remplacement des fonctionnaires, fait ricaner certains orateurs d'un soir, de Gray à Carcassonne : le clavier n'est pas dans la culture de tous. Alors des gens des villages reculés doivent faire des dizaines de bornes pour un coup de main. Ou bien baisser les bras. La distance épuise et nourrit le ressentiment. Et puis ça coûte. L'isolement dans l'isolement : sur la durée, ça fabrique, nourrit, embellit des fantasmes, que d'aucuns classent dans la grande famille pas

tout à fait définie du complotisme. Natacha Ruginis : *«Quoiqu'il ad-vienne, les politiques savent que les Français ne sont plus des moutons.»* Et : *«La fraternité, avant, c'était pour les matchs de foot. Les gilets jaunes ont prouvé que ça pouvait exister ailleurs que dans le sport, dans un mouvement social.»*

Des élus étaient assis aux premiers rangs, discrets. Ils ont écouté cette voix d'ancien maudire avec courtoisie les politiques qui avaient vendu les autoroutes au privé et préconisé le conseil de discipline pour les responsables. Sa certitude : des mauvaises décisions tout en haut sont prises et les auteurs s'en vont sans s'expliquer. Carole, 49 ans, coupe au carré, est restée jusqu'à la fin. A côté de la tribune, elle souffle : *«Comment retrouver un boulot à mon âge ? Il faut en parler.»* Un licenciement il y a quelques années, un CAP passé à 46 ans et des CV qui roupillent sur les bureaux des employeurs. Une étiquette aussi, désormais : *«Gilet jaune.»* Tout le monde se connaît peu ou prou dans le coin : si un patron n'est pas sympathisant du mouvement, elle assure qu'il fera un petit avion avec votre CV.

Juste à côté, son fils, costaud, cheveux très courts, a levé les mains au ciel pour fustiger sa génération, celle née à la fin des années 90. *«Pourquoi elle ne vient pas avec nous le samedi sur les ronds-points ? A cause des aides sociales : certains touchent 800 euros, alors ils ne se bougent pas le cul...»* Carole : *«Il faut faire le tri parmi ceux qui en touchent.»* Il mime les jeunes absents. Une grimace à faire le million sur YouTube, avec les bruits pour affiner le portrait du loser : *«A 40 ans, ils se réveilleront et s'apercevront qu'ils n'ont rien. Puis ils se plaindront.»*

Vinay (Isère) : *«Un politique devrait vivre cinq ans avec 1 500 euros par*

mois avant de se présenter»

Le taulier d'un hôtel-restaurant ne savait pas que le Secours populaire local organisait un débat. Juste là, en face de la rue, dans une salle municipale. Il y a des sacs de noix à vendre sur son comptoir (la production familiale) et sa petite qui se tient près de la machine à café. Il ne s'en plaint pas plus que ça, mais parfois, se fait braquer par des bras cassés du crime. Qui ne trouvent pas toujours l'argent, même quand il est là, sous leur nez.

La politique l'a fait souffler deux fois. D'abord : *«Avant de se présenter pour un mandat, un politique devrait vivre cinq ans avec 1 500 euros par mois. Sinon il ne saura pas de quoi il parle.»* Et puis : *«Avant, je me demandais s'il fallait avoir un enfant. Avec ce qui se passe, je ne sais pas quel bout de caillou je vais bien pouvoir laisser à ma fille.»*

Tournus (Saône-et-Loire) : *«Des informations»* et des fake news

Le quadragénaire en gilet a réclamé les cartes de presse avant de donner *«des informations»* en face d'une caravane peinte en jaune, à quelques mètres d'un concessionnaire Peugeot. Au soleil. Il a fixé le verso et ricané, comme s'il y avait marqué Cirque Gruss en fluo.

Il a fini par évoquer les lois liberticides en cours et les types qui finissent les manifestations handicapés. Mais le bonhomme est moins révolutionnaire que prévu : il cite Europe 1 sans faire exprès, comme les pires détracteurs de BFM pourraient dessiner Ruth Elkrief en fermant les yeux et mentionner de tête tous ses invités du lundi au dimanche. La route du grand débat ? La confirmation que *«fake news»* est à notre époque ce qu'étaient les pattes d'eph dans les années 70 : tout le monde se

l'est approprié et tout y passe, sous toutes les formes.

Le constat raconte un couloir sans ampoules, ni interrupteur. On part du principe que tout est, d'une manière ou d'une autre, foutaise. On prend alors ce qui arrange à l'instant T, en assurant que sa source d'information, même vérolée – et alors ? – le sera toujours moins que celle du JT officiel qui masque un *«Macron démission»* – France 3 avait dû s'expliquer.

Collonges-lès-Premières (Côte-d'Or) : *«Nul besoin d'être un grand clerc...»*

A Collonges-lès-Premières, le 15 février.

Un type s'est levé pour citer Jean-Baptiste Colbert sur l'impôt : il y a quatre siècles, la justice fiscale avait été théorisée. Pourquoi ne pas appliquer ? Il a commencé comme ça : *«Nul besoin d'être un grand clerc...»* Et il a lu une feuille pleine de références historiques. Un gamin a couru en chaussons ouverts sur le parking de la salle communale pour apporter du matériel manquant aux organisateurs, une dame se demande pourquoi les voitures ne passent pas à l'hydrogène et un vieil homme est sûr que l'écologie relève d'un casse-tête franco-français : les autres pays se moquent de la planète, nous sommes les seuls à nous faire du mouron.

Lyon : *«Le peuple qui a faim n'est pas là...»*

Un bonhomme mat de peau, enveloppé, pas très grand, baisse la voix dans le couloir d'un chic bâtiment public. Un débat a lieu à 2 mètres, on entend des prises de parole au micro. La salle est petite, mais lumineuse – on y célébrerait un baptême. Le chuchoteur s'approche : *«Le peuple qui a faim n'est pas là...»* Lui ne met même pas

de gilet jaune, il n'a plus de force. *«Là, ce sont des gens qui savent que le peuple les menace. Alors ils réfléchissent et cherchent des solutions pour ne pas tout perdre.»*

Son instinct lui glisse que *«les paysans»* les plus esseulés, ceux qu'on ne voit pas, peuvent prendre les armes si on continue de les chatouiller. Et que, dans ce scénario, c'est l'extrême droite qui gagne parce que le chaos est son élément. Il écoute ce qui se murmure autour de lui, dans tous les milieux, depuis trois mois : les *«petits»* rêvent de prendre des baïonnettes. Parfois, sa famille en Algérie s'étonne de ce qui se passe avec les gilets jaunes. *«Il y a eu les printemps arabes, alors...»* Lui a rebaptisé le mouvement *«Peste jaune»* parce qu'il maintient son scénario : *«A la fin, les crânes rasés gagneront. Ils sont déjà là, autour de nous en Europe.»* Il habite en banlieue lyonnaise, dans un quartier populaire, qui ne solidarise pas tant que ça depuis 15 samedis. *«On est déjà passé par tout ça ici, on connaît : avec nos émeutes, on n'a rien gagné, ça a même empiré avec toute cette drogue dans nos immeubles. On a simplement appris à s'adapter et patienter. On patiente bien...»*

La-Chapelle-de-Guinchay (Saône-et-Loire) : *«Plus on paye de taxes, moins on a de services publics»*

A La Chapelle-de-Guinchay, le grand débat était organisé dans un petit château, le 15 février.

Sur le parking, le retraité de 70 ans – il se présente comme ça, et pas autrement – raconte qu'à Mâcon, la grande ville voisine, Griezmann construit *«un palais»*. Que la France est foutue, car entre autres, elle souffre d'hémiplégie : *«On savait construire des centrales nucléaires, on ne sait pas les démonter.»* Le bout de sa casquette a des diodes. Elles s'allument. Avec d'autres gilets, il se

mobilisait la nuit il y a encore quelques semaines, avant le démantèlement de son bungalow par la police. Dans son récit, tout tend inexorablement vers les enfers – il ne manque que le ciel qui éclate en mille morceaux et libère les bêtes aux trognes immondes – et il s'en fout : comme le disait sa grand-mère, *«il a un pied dans la tombe»*.

Le maire de la commune, dans ce bout de Bourgogne qui ne se porte pas trop mal économiquement, a choisi un petit château pour débattre. A l'intérieur, les chaises étaient disposées en rond, dans une jolie lumière intimiste, juste ce qu'il faut. La discussion, sur la forme, fut conformiste : un question-réponse avec Benjamin Dirx, le député LREM. Celui-ci a réfuté, chiffres à l'appui, glander à l'Assemblée nationale, et tenté tant bien que mal de rétorquer à cette intervention : *«Plus on paye de taxes, moins on a de services publics.»*

Dans les couloirs, un cadre d'En marche pense que la colère trouve ses racines un an et demi plus tôt, quand la majorité s'est mise dans le crâne de baisser les allocations logement. *«A force de tout vouloir faire différemment de nos prédécesseurs, on a touché à certains domaines qu'il ne fallait certainement pas toucher, pas maintenant, pas avec cette communication-là.»* Le retraité de 70 ans au couvre-chef lumineux insiste : *«Vous avez vu, j'ai demandé au député combien nous coûtait l'Europe et il n'a pas voulu répondre...»* Certes. Son téléphone a sonné et il a coupé court : *«Je suis avec des journalistes là, je te rappelle Lulu.»*

Saint-Etienne (Loire) : *«Quand je dis au revoir à ma femme et à mon fils, je ne sais pas dans quel état je reviendrai»*

Nuit. Des jeunes passent en voiture tout près du QG de gilets jaunes lo-

caux, où une banderole rappelle que *«les fachos»* ne sont pas les bienvenus. Au pied d'un quartier populaire, à côté de box de voitures, en face d'une immense zone commerciale, donc d'un rond-point. Ils se marrent, vitres baissées : *«Chômeurs, trouvez-vous un emploi !»* Des pneus ont cramé devant le KFC, des gilets font le bilan en plein air sur un canapé et la police regarde de loin : tous les protagonistes savent déjà que ça n'ira pas plus loin pour aujourd'hui.

Cinq heures plus tôt, on avait bavardé pile à cet endroit, Nicolas, parcours universitaire costaud, gabarit et barbe de bûcheron. Jusque-là, le trentenaire avait fantasmé la révolution en feuilletant les livres touffus, magiques, jargonneux, transcendants. Puis il a vu passer du monde en jaune pratiquer la théorie dans la rue. Il a rejoint les gilets et analysé la situation debout près d'un gros caillou : *«Que les électeurs de Le Pen veuillent en être n'est pas si problématique : c'est la seule manière pour nous de les rattraper.»*

La violence policière l'effraie, il est novice dans la lutte : *«Quand je sors de chez moi et que je dis au revoir à ma femme et à mon fils, je ne sais pas dans quel état je reviendrai.»* On marche avec Nicolas, un bout de chemin seulement, pour l'acte XIV. 1 500 personnes, peut-être plus. Dans la foule, Mous, chaudronnier exquis, fils de mineur, délégué du personnel dans sa boîte, prend la défense de DSK, tombé pour *«complot»*, qui aurait pu, souffle-t-il, être un bon président. *«On ne sait pas, il aurait fallu voir à l'usage.»*

Saint-Jeures (Haute-Loire) : *«Au pire, on y va pour se marrer ?»*

Le débat de Saint-Jeures, le 17 février.

Une bande d'anciens quitte paisible-

ment le rade, qui ferme à 14 heures. Avant de pousser la porte, ils font l'inventaire des divertissements possibles un dimanche après-midi. Partie de boules ? Ligue 1 ? Peut-être le grand débat ? La troisième option est l'équivalent du front républicain, la solution que le désespoir susurre. Deux des gaillards ne savent même pas à quoi ça ressemble, donc à quoi ça mène. Le premier au second : *«Tu as voté Macron, toi ?»* Rires, qu'on situe au check-point de l'ironie. Le second : *«Au pire, on y va pour se marrer ?»*

Les rues sont vides. Il n'y en a pas cent. La neige, elle, tombée par paquet de mille flocons quelques jours auparavant, est encore là. Par petites touches dans la commune, comme des tâches de rousseur sur un visage. Plus haut dans le village, la salle municipale s'est remplie sans trop de mal. On nous y a dessiné une carte du coin, genre d'Irlande savoyarde : dans ce coin protestant, Saint-Jeures est l'une des poches traditionnellement catholique. Ce qui change quelques perceptions, politiquement parlant aussi.

Trois gilets jaunes ont distribué des tracts – avec le RIC comme superstar – à la cinquantaine de personnes présentes. Antonio Salvini, jeune à lunettes, membre local de LREM et comptant parmi les organisateurs, a tenté de les en dissuader pour respecter la dimension citoyenne du rendez-vous. Ils l'ont renvoyé à son étiquette, quand bien même il aurait juré chasteté – aucun prosélytisme pendant les discussions. 67 idées sont sorties de là, notées sur un document projeté au mur et relu pour les yeux les moins vifs. Proposition 3 : *«Il faut une prise en compte des votes blancs. Par exemple, il faut qu'au-delà d'un certain nombre de votes blancs, l'élection soit invalidée.»* La 31 : *«La [Maison départementale des personnes handicapées] a huit mois de retard sur*

ses dossiers. Les personnes handicapées peuvent se retrouver avec huit mois de retard d'allocations. L'orateur propose que les bénéfices de Vinci financent la MDPH.» La 33 : toutes les retraites devraient être au moins de 1 000 euros.

Carcassonne (Aude) : *«Dans les petits villages on voit le train passer, mais il ne s'arrête pas»*

Sur un rond-point de Carcassonne, le 18 février.

Ali fait des allers-retours Aude-Corse. Il a sa conjointe ici et un boulot de tractoriste là-bas. Sa description est vite faite : à Carcassonne, l'emploi est une espèce rare, mais pas protégée. Le bonhomme, aux faux airs d'Enrico Macias, est gilet jaune depuis le départ. Il n'a voté qu'une fois. A 18 ans, en Corse, sa terre natale, pour des municipales. On parle de temps immémoriaux. Ensuite, plus de bulletins, plus d'urnes : *«Un âne n'a pas besoin d'un autre âne pour lui montrer le chemin.»*

Rien d'inédit : les gilets locaux ont investi un grand rond-point, dans une cabane où l'étranger est choyé. Où Patricia fait un cours de géopolitique de la misère – l'Aude est dans le top 10 des départements les plus pauvres de France – qu'elle illustre par les enseignes de «hard discount» se précipitant dans les environs : *«Au départ du mouvement à Carcassonne, des gens venaient vers nous. Ils souffraient tellement qu'ils n'avaient pas toujours les mots pour raconter. Ça dure depuis quinze ans, on le savait que ça finirait par exploser. Dans les petits villages, il n'y a même pas de moyens de transports. On voit le train passer, mais il ne s'arrête pas.»*

L'agregée de biologie, vieille bris-carde du militantisme, s'est récemment rendue à Castres pour une conférence d'Etienne Chouard (intel-

lectuel pro-RIC qui traîne le boulet d'avoir été proche d'Alain Soral) et de Priscillia Ludosky (la femme qui a lancé la pétition en ligne pour protester contre la hausse des carburants) : *«Les gens modestes sont parfois traités d'illettrés. Le mouvement des gilets jaunes montre le contraire : chacun à son échelle s'est élevé.»* «Etienne» a prôné la discussion, tout le temps, avec les Français convaincus et ceux qui doutent du mouvement, de son ancrage, de son pacifisme, de sa capacité à construire, de sa cohésion. Patricia : *«On nous parle de tensions entre gilets jaunes, y compris localement. Mais c'est normal. Ici, on vit presque 24 heures sur 24 entre nous, comme un couple. Et puis la lutte est très physique. Là, il fait très beau. Mais il y a eu ces moments où le vent soufflait à 120 km/h...»*

A deux bornes du centre-ville, dans une zone pavillonnaire, huit employés d'un chantier d'insertion – six femmes et deux hommes précoces – se sont retrouvés dans une pièce de local associatif, grand comme un salon. Le responsable de la structure les fait participer au grand débat sur leurs heures de boulot : *«C'est peut-être la seule manière pour eux d'y prendre part et d'avoir une petite chance que leur voix compte à la fin.»* Michel Cornuet, militant local, a été appelé en renfort pour animer l'atelier écologie, son domaine revendiqué depuis plus de trente ans – un peu moins de la moitié de sa vie. Sur le réchauffement climatique, il n'a pas eu besoin de tartiner plus qu'il n'en faut. Dans les environs de Carcassonne, les inondations du mois d'octobre ont fait quinze morts et une centaine de blessés. Des familles vivent encore dans des maisons défigurées, faute de moyens – c'est tout un labyrinthe, dans le noir, pour obtenir justice.

Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme) : *«Qui sait réellement à quoi corres-*

pond ce référendum ?»

Dans le petit champ, le chien (classé parmi les races les plus teigneuses) qui renifle (et croque du bois comme une pomme d'amour) est d'une infinie douceur, et le silo peint en jaune. Le plan est sans accroc : un agriculteur prête aux gilets le terrain et le réservoir, désormais transformé en repaire. Une dizaine de personnes de tous âges, dont une dame, lunettes de soleil, plutôt chic, autour des 40 ans, qui requiert l'anonymat le plus strict. Au boulot, ils la tanneraient. La mère de famille pense que faire du RIC un mantra relève de la connerie magistrale. *«Il faut rester sur*

les fondamentaux : le mouvement a commencé pour réclamer plus de pouvoir d'achat, des augmentations de salaire. Pourquoi changer de cap ?» Et : *«Parmi ceux qui le réclament, qui sait réellement à quoi correspond ce référendum ?»*

Le prix du pot de Nutella, en augmentation, l'exaspère : comment faire plaisir à ses gamins quand les salaires se figent et les tarifs grimpent ? La nomination d'Alain Juppé, jadis condamné par la justice, au Conseil constitutionnel la navre. *«Quel signal envoie-t-on aux Français ?»* Sur les écrans, elle ne voit que du boxon. Des gilets jaunes se cha-

maillent, quand ils n'indiquent pas des chemins différents pour la lutte. *«Ça refroidit forcément ceux qui voudraient nous rejoindre.»*

A côté, une jeune femme assise sur une chaise, 26 ans, pull rose, acquiesce à tout. Même quand elle regarde ailleurs. Son corps est abîmé par un accident de scooter survenu il y a un an. Elle ne voulait pas réveiller sa mère, véhiculée, pour aller au boulot à 5 heures dans une laiterie du coin. Alors elle s'est débrouillée. Elle n'a pas vu la plaque de verglas. ■

par Ramsès Kefi



EUROPE ET INTERNATIONAL

Les ravages insoupçonnés des inégalités de richesse

Les inégalités sont mauvaises pour la santé. A première vue, le constat posé par les épidémiologistes britanniques Richard Wilkinson et Kate Pickett semble relever de l'évidence. Mais il va beaucoup plus loin, ébranlant nombre de convictions et idées reçues sur la psychologie, les relations sociales, et la façon dont elles influent sur l'économie.

« Dans les pays développés très inégalitaires, les plus pauvres ne sont pas les seuls à voir leur santé et conditions de vie se dégrader, explique Richard Wilkinson, professeur honoraire à l'université de Nottingham (Royaume-Uni), de passage à Paris. Celles de toutes les classes sociales sont affectées, y compris [celles des] plus aisés. » A l'exception, néanmoins, des 1 % les plus riches.

L'ouvrage que sa consœur et lui viennent de publier, *Pour vivre heureux, vivons égaux !* (Les Liens qui Libèrent, 416 pages, 24,50 euros), aussi truculent qu'implacable, passe en revue les travaux, statistiques et études publiées sur le sujet ces dernières années. Y compris ceux des auteurs, qui n'en sont pas à leur premier coup d'essai : leur premier livre abordant ces questions, paru en 2009, avait déjà marqué les esprits.

Stress social

Ils se concentrent ici sur les pays aux revenus élevés – Etats-Unis, Japon, Australie, Nouvelle-Zélande et ceux de l'Union européenne (UE). Les corrélations qu'ils mettent en lumière donnent le vertige : les pays où les inégalités sont les plus élevées souffrent beaucoup plus que les autres d'un large éventail de problèmes sanitaires et sociaux.

Ils affichent ainsi une prévalence plus forte des maladies mentales, des problèmes d'addiction au jeu plus fréquents, un niveau scolaire moins bon, plus de harcèlement entre élèves à l'école, une moindre participation à la vie citoyenne, une envolée des comportements incivils...

Et cela ne tient pas seulement au niveau de dépenses publiques et ou de protection sociale. « Les inégalités augmentent l'anxiété liée au statut social, les inquiétudes nées du jugement des autres », détaille M. Wilkinson. Plus l'échelle des revenus est écartée, plus ce stress social est répandu. Les ménages aux revenus moyens redoutent le déclassement, tandis que les foyers aux salaires bas craignent que leurs enfants n'aient pas une vie meilleure que la leur...

Or ces angoisses, combinées à l'absence de mobilité sociale, nourrissent une série d'effets en cascade parfois surprenants. « Elles rendent les contacts dans la société plus difficiles, ajoute l'auteur. Peinant à y faire face, certains sombrent dans la dépression ou la phobie sociale, qui débutent parfois dès l'école. » D'autres se réfugient dans les addictions.

Narcissisme consumériste

D'autres, encore, développent un narcissisme exacerbé. Lorsque la compétition sociale est forte, l'idée qu'il faut se battre bec et ongles pour gravir l'échelle se propage – quitte à écraser les autres ou à rouler des mécaniques pour s'imposer.

En outre, le besoin de témoigner de sa réussite est lui aussi plus intense : posséder une voiture de luxe, une grande maison, des vêtements de marque... En somme, le narcissisme consumériste est l'autre face de la phobie sociale, détaillent les auteurs. « *Cela explique d'ailleurs pourquoi les dépenses publicitaires sont moins élevées dans les pays égalitaires, comme le Danemark* », note M. Wilkinson. Le besoin d'afficher les signes extérieurs de richesse y est moins prégnant, le recours à la chirurgie esthétique y est moins fréquent...

En intensifiant la compétition sociale et l'individualisme, les inégalités donnent naissance à une culture glorifiant la prise de risque, et « *effaçant la frontière entre le leadership et la domination* », ajoute-t-il. Ce qui favorise au passage l'épidémie de pervers narcissique et harcèlement moral en entreprise.

L'ouvrage des deux épidémiologistes s'achève sur le constat également posé par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) : l'explosion des inégalités est le fruit des mutations à l'œuvre depuis les années 1970 – précarisation des marchés du travail, effondrement du taux de syndicalisation, montée en puissance de la finance. Or, lorsqu'elles atteignent un niveau élevé, les inégalités finissent par peser sur la croissance et favoriser la stagnation économique. « *Œuvrer à les réduire n'est donc pas seulement un impératif moral, souligne Richard Wilkinson. C'est aussi une exigence économique et de santé publique* ».

« Difficile d'être très optimiste »

Comment ? D'abord, en prenant en compte l'exigence environnementale. « *En dégradant les conditions de vie, le changement climatique rend les inégalités plus explosives encore* », résume l'épidémiologiste, en esquisant une série de propositions : augmenter la taxation sur les hauts revenus tout en éradiquant les paradis fiscaux, insuffler plus de démocratie dans l'entreprise ou instaurer une forme de progressivité dans la fiscalité écologique.

« *Les changements à mettre en œuvre sont si conséquents qu'il est difficile d'être très optimiste* », concède M. Wilkinson. Avant de conclure que l'espoir réside peut-être du côté des jeunes qui, depuis quelques semaines, manifestent en faveur de l'environnement dans plusieurs pays européens.



« Dans les pays développés très inégalitaires, les plus pauvres ne sont pas les seuls à voir leur santé et conditions de vie se dégrader »

« Dans les pays développés très inégalitaires, les plus pauvres ne sont pas les seuls à voir leur santé et conditions de vie se dégrader »

LOIC VENANCE / AFP

Par Marie Charrel

